

INHALT/CONTENU

FEVRIER 1986

- S. 2: Impressum
- 9: Editorial
- 10: Interne Mitteilungen
- 11: Generalversammlung der ANCE
- 15: 1. Vorstandssitzung 1986
- 16: Prof. Dr. Alfred SANDER
Integration behinderter Schüler
in Italien (1. Teil)
- 17: Prof. Dr. Otto SPECK: Frühförderung
- 18: Prof. Dr. Ferdinand KLEIN: Norma-
lisierung geistig Behinderter
- 19: MÜNSTERANER ERKLÄRUNG ZUR HEIM-
ERZIEHUNG
- 23: Heime: "Lebensorte" auch für
Erzieher?
Prof. Dr. Jürgen Blandow/Gabriele
Spieker
- 28: Sozialpädagogische Wohngemeinschaft
Sorsum: Pädagogische Prinzipien
unserer Arbeit
- 29: Rolf PODGORNIK: Arbeitszeitrecht,
Dienstplangestaltung und die
pädagogische Aufgabenstellung in der
Heimerziehung
- 32: Interessante SONNENBERG-Fachtagungen
im Jahre 1986
- 33: Inauguration du S.A.E.M.O.

un
ter
e
in
er

**ASSOCIATION NATIONALE
DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES**

Editeur: A.N.C.E., B.P. 255, 4003 ESCH-SUR-ALZETTE

Téléphone: 54 73 83 - 489

54 73 83 - 494

Parution: 6 X par année

Tirage: 300 exemplaires

Abonnement: Veuillez verser la somme de 300.- Francs
au CCP de l'ANCE 2977-67 ou sur notre compte
BIL No. 7 - 150 / 1515 avec la mention:
Abonnement bulletin ANCE
pour tous renseignements contactez notre trésorier:
M. Fernand LIEGEOIS
91, rue Principale, 3770 - Tetange

Les articles signés ne reflètent pas nécessairement l'opinion
de l'ANCE.

L'A.N.C.E. a été constituée le 9 juin 1978. Elle est la section luxembourgeoise de la Fédération Internationale des Communautés Educatives (F.I.C.E.) qui a été créée en 1948 sous les auspices de l'U.N.E.S.C.O.. Cette organisation non gouvernementale qui a un statut B auprès de l'U.N.E.S.C.O. est actuellement la seule organisation internationale qui se préoccupe des questions de l'éducation en institution.

L'A.N.C.E. regroupe actuellement une quarantaine de membres actifs (foyers, centres d'éducation différenciée, institutions spécialisées, associations de parents et professionnels du secteur social et psycho-pédagogique.

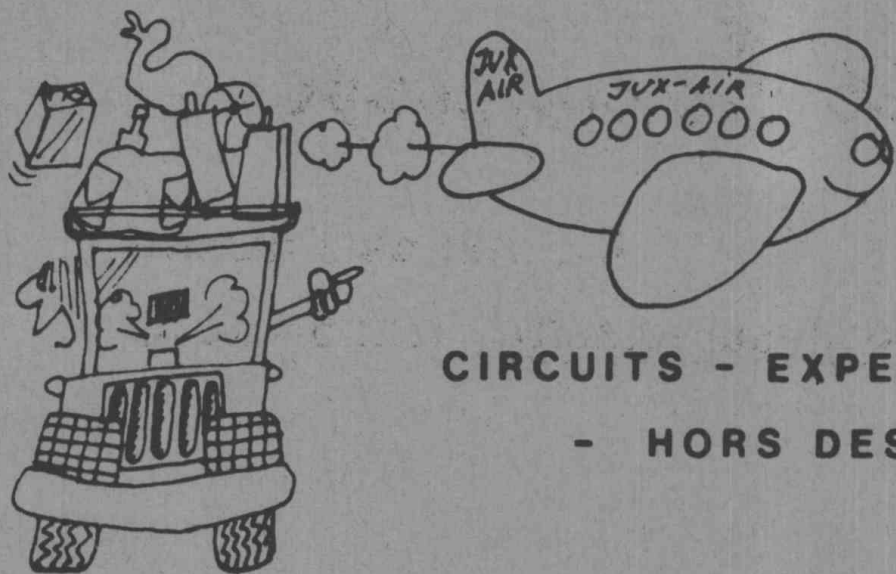
Les principaux objectifs de l'A.N.C.E. sont les suivants :

- 1) défendre les droits des enfants, surtout des enfants les plus démunis;
- 2) promouvoir la coopération et le dialogue entre les différentes professions du secteur social et psycho-pédagogique;
- 3) soutenir les communautés éducatives dans les actions et projets visant une amélioration des conditions de vie des enfants;
- 4) promouvoir la formation continue des professionnels du secteur social et psycho-pédagogique;
- 5) mettre en oeuvre des programmes de loisirs et de vacances destinés aux enfants des communautés éducatives;
- 6) collaborer aux efforts d'intégration scolaire, professionnelle et sociale des enfants défavorisés;
- 7) publier régulièrement un bulletin;
- 8) collaborer activement aux travaux de la F.I.C.E.;
- 9) favoriser les échanges internationaux à tous les niveaux de l'action éducative.

Président: Robert Soisson, B.P. 255, 4003 ESCH-SUR-ALZETTE

Secrétaire: Yvonne Majerus, 25, rue Marie Müller-Tesch, 4250 ESCH/A.

VOYAGEZ HORS DES HORDES !



VOLS LOINTAINS

- PAS CHERS !

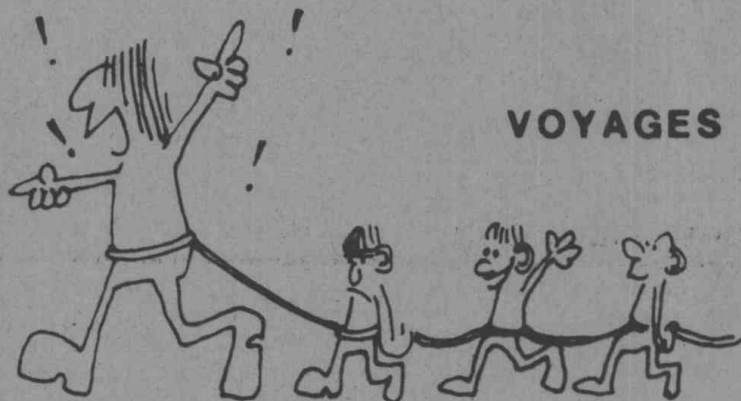
CIRCUITS - EXPEDITIONS - TREKKINGS

- HORS DES SENTIERS BATTUS !

CENTRES DE VACANCES - HOTELS - APPARTEMENTS - CHALETS

- SYMPA !

VOYAGEZ HORS DES HORDES !



VOYAGES POUR GROUPES DE JEUNES

- ET MOINS JEUNES

TRAINS RAPIDES

- A REDUCTION !



COURS DE LANGUE - VIVANTS !

POUR TOUS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS:

ASSOCIATION DU TOURISME SOCIAL A.S.B.L.

SOTOUR

TOURISME DES JEUNES

21, RUE ALDRINGEN (ENTRE-SOL) LUXEMBOURG

TÉLÉPHONES: 465 14 ET 226 73

BUREAUX OUVERTS DU LUNDI AU VENDREDI DE 9.30 À 12.30 ET
DE 13.30 À 18.15, LE SAMEDI DE 10.00 À 12.00

IMPORTANT

TOUS NOS SERVICES SONT RÉSERVÉS EXCLUSIVEMENT À NOS MEMBRES !

Pour recevoir votre nouvelle carte de membre, il vous suffit de virer la somme de 50.-frs à notre CCP 19440-40, en indiquant votre nom, prénom, adresse, profession et date de naissance, ou bien vous passez en notre bureau et vous pourrez en même temps emporter nos nouvelles brochures.

librairie

papeterie

journaux

cadeaux

jouets

articles en cuir

le bouquin s. à r. l.

87, rue de l'alzette

esch-sur-alzette ~ tel.: 54 92 70

nos spécialités:

globes terrestres lumineux

garnitures de bureau

machines à calculer électroniques

sacs pour écoliers; uniquement des nouveautés



LE FOYER

**Compagnie luxembourgeoise
d'assurances**

**La compagnie pilote
du Grand-Duché**

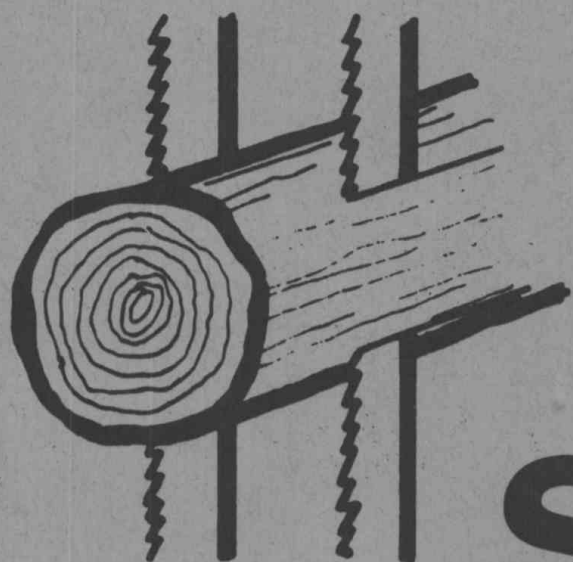
**Plus de 50 ans de tradition
dynamisme – originalité**

**cherchons des agents
dans tout le pays**

**Le Foyer, un nom
votre sécurité,
notre but**

Pour tout renseignement adressez-vous à:

- Nos guichets «Portes Ouvertes»,
6, rue Albert Borschette, Luxbg-Kirchberg
Téléphone 437 437
Heures d'ouverture: 8.30-12.00
13.30-16.00
- Bureau Luxembourg-Ville
16, boulevard Royal
Téléphone 470 654
Heures d'ouverture: 9.00-12.30
13.30-17.30
- Notre bureau régional
74-76, bd Kennedy, Esch-Alzette
Téléphone 54 89 21
Heures d'ouverture: 8.30-12.00
13.30-16.30
- Nos agents, partout au Grand-Duché
(près de 800 points de contact)
- Nos succursales en Belgique et en France
et leurs agences



scholtes

**atelier de constructions en bois
scierie**

**manternach (gr.d.de luxembourg)
téléphones: 712 24 et 711 80**

livraisons de:

bois de construction

bois de charpente

bois d'emballage (résineux et feuillus)

planches, madriers, lattes

**livraisons au centre de réadaptation
à capellen**

MODILUX

**LA PORTE DE GARAGE BASCULANTE
NON DEBORDANTE
FABRIQUEE UNIQUEMENT SUR MESURES**



**CADRES DORMANT
ET OUVRANT:**

- Aluminium anodisé tons naturel ou acrylite blanc et brun foncé

REPLISSAGE:

- Frises PVC - tons blanc, gris et brun foncé
- Frises aluminium anodisé tons naturel ou acrylite blanc et brun foncé

OPTIONS:

- Portillon incorporé avec cadre aluminium
- Ouverture vitrée

FONCTIONNEMENT: suivant dimensions

- Par enrouleur fixé sur le cadre dormant - sans rail
- Par contrepoids latéral - avec rail

AVANTAGES:

- Etanchéité parfaite à l'air et à l'eau au moyen d'un joint néoprène adapté sur tout le pourtour des cadres dormant assurant une isolation totale
- Ne nécessitant aucun entretien

**FABRICATION DE VERANDA ENTIEREMENT EN ALUMINIUM
A VITRAGE SANS MASTIQUE**

FABRIQUEE ET POSEE PAR LES

Etablissements A. MOLITOR

RUE DES ARTISANS 10) ATHUS TEL 08/378637

Vous pouvez également vous adresser aux Etablissements
WAGNER KOEPGES, 144, avenue de la Liberté DIFFERDANGE



Une nouvelle gamme de protections pour l'hygiène et le confort de l'incontinent.

Par la gêne qu'elle provoque, l'incontinence nécessite des solutions d'hygiène et de confort maximales. Pour l'incontinent, en effet, il s'agit de pouvoir aller et venir librement. Sans contrainte, sans arrière-pensée. Avec la nouvelle gamme de protections Kay Plus, chaque incontinent trouvera désormais la solution qui lui convient idéalement.

Des changes grande taille.

Jetables et d'une grande capacité d'absorption, ils se portent avec la pointe ou le slip extensible Kay Plus.

Des alèzes super-absorbantes.

Leur épais matelas de mousse et leur feuille plastique procurent une grande absorption et garantissent son imperméabilité.

Des protège-matelas intraversables.

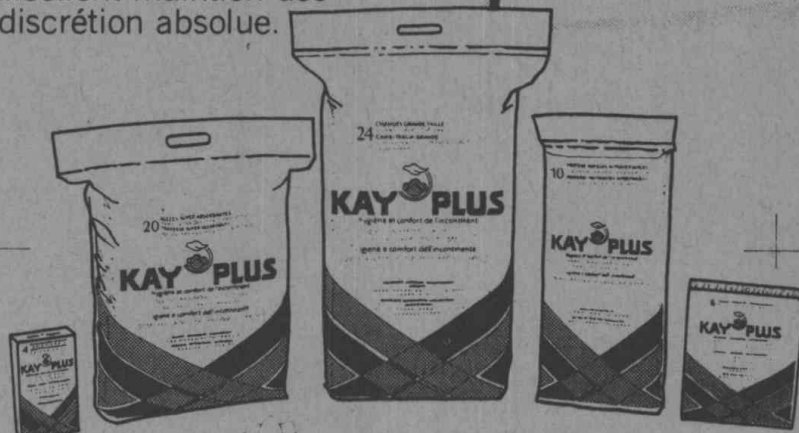
Doux et solides, ils permettent une protection très étendue de la literie.

Des pointes à nouer.

Lavables, elles forment, avec les changes grande taille, un ensemble absorbant, étanche et discret.

Des slips extensibles.

Aérés, adaptables au corps et lavables, ils assurent un excellent maintien des changes et une discrétion absolue.



KAY PLUS de *lotus*

La première gamme de protections pour incontinents, vendues aussi en grandes surfaces.

BON A DECOUPER. Envoyez à mon adresse privée, sous enveloppe discrète, votre documentation sur la gamme Kay Plus, ainsi que la liste des distributeurs.

Nom

Rue n°

Code postal Localité

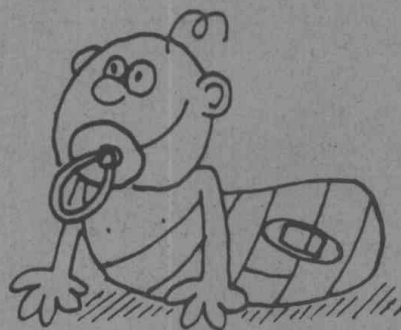
Bon à envoyer à: **EMILE KASS ET FILS** senc - 4, rue Astrid - Luxembourg

minimod'

confection pour enfants

litterie

liste de naissance



105, rue de l'alzette / esch-sur-alzette – tél: 5 20 54

propriétaire: mme barbadori-pannacci

CK FACHGESCHÄFTE



CK Photo-Forum
Forum Royal

CK Photo-Center
6, rue Glesener

CK Photo Aldringen
Centre Aldringen

IMMER IN IHRER NÄHE

Interphot 66, rue de l'Alzette

Discophot Helfenterbruck
Centre Concorde

Cinéphot Foetz
Centre M Le Géant

EDITORIAL

Die erste Nummer unseres ANCE-Bulletin für 1986 liegt also vor. Hauptteil sind einige Texte zu aktuellen Problemen der Heimerziehung die wir den "Materialien zur Heimerziehung" der IGfH (Internationale Gesellschaft für Heimerziehung) entnommen haben sowie die "Münsteraner Erklärung zur Heimerziehung", eine Art Manifest, das nach dem überaus erfolgreichen Kongreß der IGfH im Oktober letzten Jahres in Münster verabschiedet wurde.

An sich wollte ich die Veröffentlichung der Referate unseres Kongresses vom Juni 1985 fortsetzen; da aber die Veröffentlichung in Buchform nicht mehr lange ~~auf~~ sich warten lassen dürfte wäre eine zweimalige Veröffentlichung desselben Materials unsinnig. Im April oder Mai wird das Buch zu unserem Kongress hoffentlich erscheinen.

Andere Rubriken dieses Bulletins sind Mitteilungen über unsere Generalversammlung, eine Comité-Sitzung, interne Mitteilungen sowie ein Bericht über die Einweihung des SAEMO (Service d'Aide Educative en Milieu Ouvert), den mir Jean-Luc Becker freundlicherweise zur Verfügung gestellt hat. Vermittels Zeitungsausschnitten berichten wir ferner über einige Konferenzen, die letztes Jahr hier in Luxemburg stattfanden.

Eine interessante Neuerung steht für den Herbst dieses Jahres ins Haus: Zusammen mit der Vereinigung der Sozialhelferinnen und der neugegründeten Gesellschaft für Psychologie werden wir eine gemeinsame Nummer unserer respektiven Mitteilungsblätter herausgeben. Wenn dieser Versuch erfolgreich verlaufen sollte, werden 1987 weitere Nummern erscheinen. Ziel dieser neuen Zeitschrift ist es, fachübergreifende, für jeden interessante Artikel zu veröffentlichen und dies in einer für unsere Verhältnisse hohen Auflage. Andere Organisationen, die bereit sind an diesem Experiment teilzunehmen sollen sich mit mir in Verbindung setzen.

Robert SOISSON



INTERNE MITTEILUNGEN

a) MITGLIEDERBEITRÄGE

Wir bitten dringend alle Mitglieder, ihre noch ausstehenden Beiträge von 1985 und 1986 auf unsere Konten zu überweisen:

Postscheck: 2977 - 67

Banque Internationale: 7 - 150/ 1515

Durch die hohen Druckkosten des 'Guide pratique' haben wir vorübergehend keine Reserven mehr; die Beiträge sind daher wichtig für die Weiterführung unserer normalen Aktivitäten (Bulletin, Konferenzen).

b) GUIDE PRATIQUE

Wir bitten alle Mitglieder, sich aktiv für den Verkauf der restlichen Guides einzusetzen: Über 1000 Exemplare warten noch auf einen Käufer!

Bitte beachten!!!

Da unser Werbeteil vorgedruckt wurde können Aenderungen erst ab Nr. 53 berücksichtigt werden.

Bei der Firma SOTOUR (S. 3) sind folgende Aenderungen zu beachten:

Pour tous renseignements et inscriptions:

Voyages SOTOUR - Tourisme des jeunes

LA BOURSE AUX VOYAGES

15, Place du Théâtre, 2613 LUXEMBOURG

tél.: 46514 et 22673

Ouvert du lundi au vendredi de 09.00 à 18.00 h.

Le samedi de 10.00 à 16.00 h.

Der untere Textteil (Mitgliedskarte) entfällt!!!!

GENERALVERSAMMLUNG DER ANCE

Am 13. Dezember 1985 fand die ordentliche Generalversammlung der ANCE im Restaurant Siewebueren in Luxemburg statt. Bei nur wenigen anwesenden Mitgliedern legten Präsident Robert Soisson und Sekretärin Yvonne Majerus ihren Tätigkeitsbericht ab. Die Aktivitäten in den Jahren 1984 und 1985 waren gekennzeichnet durch die Vorbereitung des Kongresses im Juni 1986 sowie die Herausgabe des "Guide Pratique". Auf Einladung der holländischen FICE-Sektion besuchte eine Delegation aus dem Bereich des Jugendschutzes die diesbezüglichen Einrichtungen der Stadt Breda. Unser Kongress war ein voller Erfolg; beim Verkauf des Guide Pratique läßt der Erfolg noch auf sich warten. Seit 1. Januar 1985 ist Präsident Robert SOISSON Kassierer der FICE-International und ist daher von Amts wegen bei den meisten internationalen Veranstaltungen der FICE als Vertreter Luxemburgs dabei. Im August dieses Jahres findet der nächste internationale Kongreß der FICE in Malmö (Schweden) statt: siehe beiliegende Einladung in dieser Nummer.

Unser neuer Kassierer Fernand Liègeois gab einen kurzen Ueberblick über die Kassenlage. Durch den stockenden Verkauf des Guide Pratique war diese im Dezember leicht defizitär; Einnahmen durch noch ausstehende Mitgliederbeiträge von 1985 und 1986 könnten dieses Loch jedoch stopfen.

Die nächste Generalversammlung soll wie früher in der ersten Jahreshälfte stattfinden. Prof. Jürgen Blandow hat zugesagt anlässlich dieser GV ein Referat zu halten.

Per Akklamation wurde der neue Vorstand gewählt, der als neues Mitglied Ildico Holper, Psychologin, tätig im Foyer St. Joseph in Itzig, aufnehmen konnte. Demnach besteht der neue Vorstand aus: Robert SOISSON? präsident

Yvonne MAJERUS, Sekretärin

Fernad LIEGEOIS, Kassierer

Anette SCHNEIDER

Rita HURST

Ildico HOLPER

Mathilde TOUSCH

Arthur SCHOCKMEL, Mitglieder

Alfred GROFF, Delegierter ADCA

R.S.

**ASSOCIATION NATIONALE
DES COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES**

Assemblée Générale de l'ANCE
13 décembre 1985

Calendrier des activités du
président 1984/85

1984:

12. 4. - 14. 4.
30. 5.

FICE: Conseil Fédéral BUDAPEST
Groupe de travail "Guide pratique" (=Gt/Gp)
Ces réunions de travail ont toujours
eu lieu au Centre d'information et de pla-
cement à Luxembourg
Membres: Mady Roulleaux
Christine Wirion
Alfred Groff
Robert Soisson

14. 6.
20. 6.

Gt/Gp
Remich: Participation à une réunion de
l'ADCA (Association des directeurs des centres
d'accueil): Présentation des activités
et des projets de l'ANCE.

28. 6.
1. 7.
2. 7.
6. 7. - 7. 7.
26. 7.
1. 8.
18. 9. - 22. 9.

Comité ANCE
Ateliers protégés Cap: Summerfest
Amis du Sonnenberg: Assemblée Générale
FICE: Comité Exécutif ZUERICH
Gt/Gp
Gt/Gp
FICE: Comité Exécutif, Conseil Fédéral et
Assemblée Générale.
Congrès organisé par l'ANCE-France au campus
universitaire de Luminy (MARSEILLE)
Comité ANCE
Gt/Gp
Entrevue avec Leo LIGTHART (FICE Pays-Bas), PERLE
Préparation du congrès de Luxembourg
Comité ANCE
Gt/Gp
Entrevue du président et de la secrétaire
avec M. Henri Guillaume, Chef du service
de presse et d'information de la Commission
des Communautés Européennes en présence de
M. Roger Linster : Préparation du congrès
de Luxembourg
Gt/Gp

21.11.

Assemblée Générale de l'ANCE à BELVAUX

22.11.

Entrevue avec M. Jos Matheis, directeur de
l'Institut de Formation pour Educateurs et
Moniteurs: préparation du congrès de
Luxembourg

28.11.

Participation à une réunion de l'ADCA à
ESCH/ALZETTE: Préparation du Congrès

29.11.

Entrevue avec M. Jos BEWER, Service de la
Protection de la Jeunesse: Participation à
l'élaboration d'une brochure intitulée
"Vos droits et devoirs de 12 à 18 ans" qui
sera publiée dans le cadre de l'Année
Internationale de la Jeunesse.

29.11.	Entrevue avec Fränz Müller, directeur du Service National de la Jeunesse: préparation du congrès, participation du SNJ
19.12.	Gt/Gp
1985:	
23. 1.	Gt/Gp
25. 1. - 26. 1.	FICE: Comité Exécutif ZUERICH
30. 1.	Gt/Gp
1. 2.	Comité ANCE
8. 2.	Gt/Gp
	Entrevue avec Mme L. Würth-Polfer en présence de M. Tusch: Préparation du Congrès; participation de la Ville de Luxembourg
12. 2.	Comité ANCE
13. 2.	Conférence de presse: Présentation du Guide Pratique qui paraîtra en juin 1985 (cf. doc. 1)
13. 2.	Conférence d'Alfred Groff sur un voyage d'études en Suisse
14. 2. - 15. 2.	Voyage d'études à BREDA sur invitation de la section hollandaise de la FICE
27. 2.	Gt/Gp
4. 3.	Réunion de Synthèse sur le voyage d'études à BREDA: Communiqué de presse (cf. doc. 2)
4. 3.	Comité ANCE
6. 3.	Gt/Gp
8. 3.	Gt/Gp
15. 3.	Gt/Gp
21. 3.	Comité ANCE
27. 3.	Réunion de travail avec le trésorier
11. 4. - 14. 4.	FICE: Conseil Fédéral à PRAGUE
17. 4.	Programme de la Commission des Communautés Européennes pour l'intégration sociale des personnes handicapées - District de Luxembourg
	Réunion du groupe de travail "Education et Formation (= Gt/CCE) à Cap
25. 4.	Comité ANCE
2. 5.	Comité ANCE
3. 5.	Entrevue avec Leo Ligthart (FICE - NL) à BOLLENDORF: Préparation du Congrès
13. 5.	Comité ANCE
14. 5.	Comité ANCE
21. 5.	Comité ANCE
29. 5.	Gt/Gp
	Réunion commune des comités de l'ANCE et de l'ADCA: Préparation du Congrès
5. 6. - 9. 6.	Congrès de l'ANCE et de l'ADCA au Bâtiment Jean Monnet à KIRCHBERG/LUXEMBOURG (cf. doc. 3)
19. 6.	Gt/CCE à Cap
20. 6.	Comité ANCE
22. 6. - 23. 6.	FICE: Comité Exécutif à ZUERICH
28. 6.	Gt/Gp
9. 7.	Les Amis du Sonnenberg: Assemblée Générale

9. 9.	Réunion de travail avec le trésorier
19. 9.	Comité ANCE
26. 9. - 29. 9.	FICE: Conseil Fédéral AMSTERDAM
3.10.	Gt/CCE à Cap
7.10.	Entrevues avec:
	- Michel Pütz, Service de l'Education Différenciée
	- Benny Berg, Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale en présence de Marcel Reimen
	- Roger Manderscheid, Ministère des Affaires Culturelles
	Objet: Demande de subsides por la publication du Guide pratique
9.10.	Entrevue avec Jean Spautz, Ministre de la Famille: Subsidés pour le Guide pratique
10.10.	Conférence Prof. Dr. Klein organisée par l'APEMH - "Normalisierung"
11.10.	Conférence Prof. Sander organisée par le SES(OGB-L) - Intégration des élèves handicapés en Italie
16.10.	Gt/CCE à Cap
18.10.	Cap: Vernissage de l'Exposition E. Dune
21.10.	Gt/Gp
	Comité ANCE
24.10.	Comité ANCE
28.10.	Entrevue avec le Secrétaire Général de la FICE à ZUERICH
7.11.	Comité ANCE
14.11.	Gt/CCE à Cap
	Séance plénière du Comité Consultatif
18.11. - 20.11.	Conférence à Kirchberg: INFO - JEUNES
	Présentation de la brochure: "Vos droits et devoirs de 12 à 18 ans"
20.11.	Entrevue avec le Dr. Patrick Tabouring (AMMD): discussion sur le Guide pratique
23.11.	Vernissage d'une double exposition à Cap
26.11.	Réunion de travail avec le trésorier
28.11. - 1.12.	FICE: Réunion du groupe de travail chargé de préparer le congrès de Malmö 1986 à MALMO
13.12.	Assemblée Générale de l'ANCE

Bericht über die erste Vorstandssitzung vom 30.1.1986

- 1) Guide pratique: Aufruf an alle Mitglieder, sich aktiv am Verkauf zu beteiligen; Gemeinden, Abgeordnete und andere potentielle Kunden sollen angeschrieben werden; Subsidien stehen noch aus.
- 2) Das Buch zu unserem Kongress ist in Vorbereitung; verschiedene Beiträge sind noch nicht eingetroffen. Die Herausgabe ist geplant für Mai.
- 3) Konferenzen: Eingeladen wird Herr Jean BREES, Direktor des Centre Médico-Pédagogique von Forrières (B). Er wird über eine Follow-Up-Studie von Schulabgängern der Institutionen aus der Provinz Luxemburg berichten; Datum noch festzulegen. Vom 13.-15. März wird eine Delegation von Direktoren französischer "Centres d'Aide par le Travail" Luxemburg besuchen (Cap, Nossbierg, Kreizbierg). Sie werden an einem Rundtischgespräch über die schulische Integration von Behinderten teilnehmen. Genaueres wird noch mitgeteilt.
- 4) Mitgliederwerbung: Ein Faltblatt soll über ANCE und FICE informieren; Herausgabe geplant für Herbst 86.
- 5) Der Präsident ist Mitglied der Vorbereitungskommission für den internationalen FICE-Kongress in Malmö. Die offizielle Einladung liegt dieser Nummer bei. Der Präsident wird den Kongress auf einer ADCA-Versammlung vorstellen. Der Präsident berichtet über die letzte Sitzung des Comité Exécutif vom 25. Januar in Zürich.
Für eine geplante FICE-Publikation zur aktuellen Lage in der Heimerziehung wird A. Groff einen kurzen luxemburgischen Beitrag schreiben.
- 6) Im Herbst wird das erste gemeinsame Bulletin von ANCE, Vereinigung der Sozialhelferinnen und Psychologengesellschaft erscheinen. Mitarbeit ist erwünscht.
- 7) F. Liégeois gibt einen Überblick über die Kassenlage: Keine Schulden aber auch keine Rücklagen mehr! Aufruf an alle, die noch ausstehenden Mitgliedsbeiträge zu bezahlen!
- 8) Die nächste Generalversammlung ist auf Freitag den 25. April um 18.30 provisorisch festgelegt. Teilnahme von Prof. Blandow muss noch erfragt werden.

R.S.

Integration behinderter Schüler in Italien

Bericht von zwei sonderpädagogischen Exkursionen.

1. Vorbemerkung

Italien ist seit etwa 1980 bevorzugtes Ziel sonderpädagogischer Exkursionen aus vielen Ländern Europas und von Übersee. Warum? Der Grund ist Ihnen bekannt: Italien hat das Sonderschulwesen durch das Gesetz Nr. 517 von 1977 abgeschafft und die schulische Integration Behinderter zum Regelfall gemacht. (Näheres zur gesetzlichen Grundlage bei Wendt 1983). Das Gesetz ist noch nicht in ganz Italien gleichmäßig verwirklicht; die einzelnen Regionen lassen sich je nach politischer Couleur und nach finanziellen Ressourcen mehr oder weniger Zeit mit der Durchführung der Gesetze aus Rom. Andererseits begann die schulische Integration in Italien aber nicht erst durch dieses Gesetz von 1977, sondern war vorher schon in vielen Regionen als breite humanistische Bewegung unter Parteien, Gewerkschaften, Lehrerkollegien und in intellektuellen Kreisen vertreten. Dem Gesetz war vielerorts eine illegale Integrationspraxis vorausgegangen.

Aus dem Ausland, insbesondere auch aus der BRD, wurden die italienischen Reformen mit ganz unterschiedlichen Reaktionen kommentiert, von Empörung bis Begeisterung. Ich möchte Ihnen von meinen Beobachtungen und Überlegungen aus zwei Italienexkursionen berichten, die mir erlaubten, die Wirklichkeit der schulischen Integration abseits der grossen Reformzentren Florenz, Bologna usw. in der Provinz zu studieren. Meine Ausführungen werden nicht viel mehr sein als eine Materialsammlung für Ihre Urteilsbildung; ich werde aber meine eigene Beurteilung der italienischen Reformen nicht verschweigen.

Nun zu den Exkursionen (ausführlicher bei Sander 1983 u. 1984; Teile des folgenden Textes sind dort fast wörtlich entnommen): Im April 1983 hat der Landesverband Hessen im VSD eine Studienreise nach Volterra in Italien veranstaltet, die für die meisten

Konferenz vom 11.10.1985 von Prof. Dr. Alfred Sander, Universität des Saarlandes

Teilnehmer, auch für mich, eine erste direkte Begegnung mit den sonderpädagogischen und psychiatrischen Reformen Italiens darstellte. Mehrere Mitreisende haben schriftlich darüber berichtet (Thannhäuser u.a. 1983). Auf den Erfahrung dieser Reise aufbauend führten dann wir, d.h. die Arbeitsgemeinschaft Sonderpädagogik der Universität Saarbrücken, im April 1984 eine Exkursion wiederum nach Volterra durch. An ihr nahmen über 40 Personen teil: 28 Studierende, 8 Lehrer, Lehrerinnen und Erzieherinnen und 6 Hochschullehrer/innen.

Volterra ist eine kleine Provinzstadt von weniger als 20.000 Einwohnern, abseits der grossen Fernverkehrsstrassen im Hügelland der Toskana gelegen. Die bekannten Touristenziele Florenz, Pisa und Siena liegen je 1-2 Autostunden entfernt. Volterra dürfte diesen Städten weder an historischer Bedeutung noch an erhalten gebliebener städtebaulicher Schönheit nachstehen.

Unsere Hospitationen in Volterra und Umgebung waren nach Interessenschwerpunkten in Kleingruppen organisiert für die 5 Bereiche Frühförderung, Schule, Arbeitswelt, Psychiatrie und Altenpflege. Nachmittags fanden in der Regel Diskussionsveranstaltungen statt mit Vertretern der Volterranner Unita Sanitaria Locale (USL), der Schulverwaltung und Lehrerschaft, der Gewerkschaften und der Eltern behinderter und nichtbehinderter Kinder. Im folgenden will ich einige Eindrücke und Überlegungen aus Volterra mitteilen, die sich zum einen auf den Bereich Schule, zum andern auf die italienische Integrationsbewegung insgesamt beziehen. (Weitere Berichte über die Saarbrücker Exkursion nach Volterra wurden veröffentlicht von Decker, Holler u.a. 1984 und von Brill, Christ u.a. 1985).

WIRD FORTGESETZT

Konferenzabend mit Prof. Dr. Otto Speck

„Frühförderung mit den Eltern“

(Ls) – Der Heilpädagogische Frühförderungsdienst („Service d'intervention précoce orthopédagogique“) hatte am Donnerstagabend zu einem Vortrag über die „Frühförderung mit den Eltern“ im Saale Mansfeld der Nationalbibliothek eingeladen. Zu dieser Veranstaltung, die unter der Schirmherrschaft der Europäischen Gemeinschaft im Rahmen ihrer Aktion für die soziale Integration Behinderter stand, hatte sich ein interessiertes Publikum eingefunden.

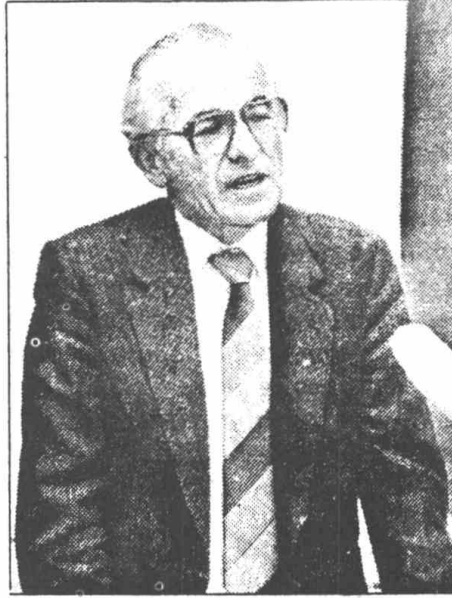
Im Namen der Veranstalter stellte die Präsidentin, Berthy Hoffmann-Berns, den Gastredner in der Person von Prof. Dr. phil. Otto Speck vor, Dozent am Institut für Sonderpädagogik an der Universität München, langjähriger Erzieher und Lehrer für sozial benachteiligte, erziehungsschwierige und geistig behinderte Kinder. Zu seinen besonderen Fachgebieten zählen die schulische Integration, die Frühförderung, der ambulante Hilfsdienst, die Elternarbeit bei Kinderproblemen und die Erwachsenenbildung bei geistig Behinderten.

Die „Frühförderung mit den Eltern“ ist, so der Redner, ein relativ neues Gebiet, auf welchem die Eltern, die täglich mit dem Kinde leben und es am gründlichsten kennen, eine vorrangige Rolle spielen.

Die Entdeckung, daß ihr Kind von einer Schädigung befallen ist, versetzt die Eltern zunächst in Angst, Sorge und Ratlosigkeit. Sie sehen sich vor Probleme gestellt, die sie aus der Fassung bringen und die sie allein nicht meistern können.

Das Kind selbst ist ganz von den Reaktionen seiner nächsten Umgebung abhängig, je nachdem die Bezugspersonen ihm gegenüber ein positives Verhalten oder aber Ablehnung an den Tag legen. Persönliche Zuwendung und Obhut spielen eine Hauptrolle. Dennoch ist die Hilfe von Fachleuten unumgänglich, und je früher sie in Anspruch genommen wird, desto besser stehen für das Kind die Chancen in seiner Entwicklung.

Den Eltern, als wichtigste Bezugspersonen, obliegt primär die Erziehungspflicht. Die von den verschiedensten Fachleuten wie Ärzte, Pädagogen, Psychologen, Sozialhelfern, Physiotherapeuten usw. angebotene Hilfe ist nur dann von Nutzen, wenn sie den individuellen Be-



Prof. Dr. Otto Speck

dürfnissen des Kindes und den familiären Eigenheiten des Elternhauses angepaßt ist.

Jedes Kind ist verschieden. Deshalb soll es auch nicht in ein genormtes Entwicklungsschema hineingepreßt werden. Vielmehr bedarf es des engen Zusammenwirkens zwischen Eltern und Fachleuten und auch zwischen letzteren unter sich in den verschiedenen Fachrichtungen.

Diese Partnerschaft wird in dem Sinne erschwert, als sich sozusagen zwei Mikrosysteme gegenüberstehen: Jenes der Eltern und der Familie, wo die Subjektivität die Haupt-

rolle spielt, und jenes des Spezialisten, bei dem die Objektivität voransteht. Beide Systeme sollen sich in einem Mesosystem verschmelzen, mit dem Kind im Mittelpunkt, wo niemandes Befugnisse geschmälert werden. Beide Partner müssen aufeinander hören, sich der gemeinsamen Aufgabe widmen, und eine dialogische Beziehung zueinander unterhalten.

Dem Fachmann ist zu empfehlen, die Eltern in alle Phasen der Erziehung miteinzubeziehen, ihre Vorschläge anzuhören und nach Möglichkeit zu berücksichtigen, im Dialog des „Fach-Chinesisch“ zu unterlassen, sich auf eine und dieselbe Stufe mit den Eltern zu stellen.

Den Eltern muß klar sein, daß sie und nicht der Therapeut die Primärerzieher ihres Kindes sind. Sie sollen bestrebt sein, den offenen Kontakt mit den Spezialisten zu pflegen, ohne sie zu überfordern, da auch sie nur Menschen sind. Empfehlenswert ist auch der Kontakt mit anderen Eltern oder der Anschluß an Elterngruppen zwecks gegenseitiger Unterstützung und Erfahrungsaustausch.

Die „Frühförderung mit den Eltern“ soll ein konstruktives und kooperatives Gemeinschaftsprogramm sein, das sowohl für die Eltern als auch für den Therapeuten eine ermutigende und entlastende und für das Kind eine entwicklungsfördernde Wirkung zeigt.



(Photos Tessy Goedert)

Erziehung zur Normalisation geistig Behinderter im Elternhaus und im Heim

Dank der Unterstützung der Thomas Mann Bibliothek Luxemburg war es der „Fondation APEMH“, der Vereinigung der Eltern der geistig behinderten Kinder, möglich, Professor Dr. Ferdinand Klein zu einem Vortrag ins hauptstädtische Kapuzinertheater einzuladen. Vor einer zahlreich erschienenen Zuhörerschaft referierte Professor Klein zum Thema „Erziehung zur Normalisierung geistig Behinderter im Elternhaus und im Heim.“

Eingangs seines Referates erinnerte Professor Klein daran, daß bis vor 40 Jahren viele geistig behinderten Menschen in Anstalten heimtückisch umgebracht worden sind. Diese Opfer mahnen zur Wachsamkeit.

Beim Prinzip der Normalisation geht es um das Recht des geistig behinderten Menschen auf Entfaltung seiner Individualität in der menschlichen Gemeinschaft. Dem geistig behinderten Menschen ist entwicklungsbegleitend so zu helfen, daß er ein Leben so normal wie nur möglich führen kann. Normalisation soll Leitbild und Handlungsgrundsatz sein.

Der Normalisationsgedanke ist in seiner tieferen Bedeutung für den Menschen mit geistiger Behinderung und für die Gesellschaft noch nicht voll erkannt; er ist bewußt zu machen. Beim Anstreben der Normalisation ist darauf zu achten, daß der geistig behin-

derte Mensch seine unaufhebbare Behinderung in sein Lebenskonzept einfügen und so seine Identität finden lernt.

Eine gesellschaftliche Tendenz zur Normalisation ist zu erkennen, so Prof. Klein. Hier haben Eltern geistig behinderter Kinder eine wichtige Aufgabe. Auf ihre Einstellung zum Kind und zu seiner Erziehung kommt es entscheidend an. Der humane Kampf für die Idee der Normalisation lohnt sich. Die gesellschaftliche Einstellung gegen den Behinderten und seine Angehörigen kann durch solidarisches Handeln positiv verändert werden.

Autobiographische Berichte betroffener Mütter zeigen, wie die häusliche Beziehungs- und Erziehungssituation nach dem ersten Schockerlebnis ist. Die Familie verharrt in verzweifelter Traurigkeit. Sie erwartet und benötigt ein partnerschaftliches Begleiten und fachliches Beraten, das gesellschaftliches Distanzverhalten mit berücksichtigen muß. Eltern, die ihr Kind angenommen und bejaht haben, sagen uns wichtige Gesichtspunkte für die Erziehung zur Normalisation im Elternhaus.

Für die Erziehung zur Normalisation im Heim wurde das Konzept der heilpädagogischen Lebensgemeinschaft vorgestellt. Es orientiert sich am dialogischen Prinzip: „Der Mensch wird am Du zum Ich“ (M. Buber).

Abschließend hob der Redner hervor, daß die Idee der Normalisation erste konkrete Ver-

änderung im Bewußtsein des Einzelnen und der Gesellschaft erzeugt habe: Menschen mit geistiger Behinderung können nach ihrer Individualität in der menschlichen Gemeinschaft ihr Leben leben.

Das Bewußtmachen der Doppelthese, der Behinderte braucht die Gesellschaft und die Gesellschaft braucht den Behinderten, läßt erkennen, daß die Gesellschaft einen tief eingewurzelten Widerstand gegen den Behinderten hat. Sie isoliert ihn und kann dann

ungestört leistungsorientiert funktionieren. Diese Isolierung erweist sich als „gesellschaftliches Werkzeug der psychischen Verdrängung“ (C.F. von Weizsäcker). Es liegt aber im Sinne einer notwendigen Entwicklung des Einzelnen und der Gesellschaft hin zu mehr Menschlichkeit und Lebensqualität, den behinderten Mitmenschen am Leben innerhalb der Gesellschaft aktiv teilnehmen zu lassen. Hier geht es um ein behutsames Verändern des gesellschaftlichen Bewußtseins von innen heraus.

Münsteraner Erklärung zur Heimerziehung

– verabschiedet auf der Jahrestagung der Internationalen Gesellschaft für Heimerziehung (IGfH – FICE-Sektion Bundesrepublik Deutschland), am 4. Oktober 1985 in Münster/Westfalen

1. Heime sind Lebensort für 53000 Kinder und Jugendliche

In der Bundesrepublik Deutschland leben mehr als 53000 Kinder und Jugendliche in Kinder- und Jugendheimen, sozialpädagogisch betreuten Wohngruppen und ähnlichen Einrichtungen der Jugendhilfe. Das sind 53000 oft seit ihrer Kindheit belastete Einzelschicksale. Materielle, soziale und persönliche Probleme der Erwachsenen, die sich gegenwärtig verschärfen, sind der Grund, daß Kinder und Jugendliche nicht mehr in ihren Familien bleiben können. Diese Kinder und Jugendlichen dürfen nicht in die Situation kommen, Mängel der Erwachsenenwelt quasi stellvertretend ausbaden zu müssen. Weshalb auch immer junge Menschen außerhalb ihrer oft benachteiligten oder von ihrer Erziehungsaufgabe überforderten Familie aufwachsen müssen – sie sind auf gute Erzieherinnen und Erzieher und auf gute Lebensbedingungen in den Heimen angewiesen.

2. Die alten Klischees stimmen nicht mehr

Der Ruf „Holt die Kinder aus den Heimen!“ war im Anblick hospitalisierter Säuglinge und Kleinkinder mehr als berechtigt und notwendig. Der Aufbruch von Heimjugendlichen, Studenten, Wissenschaftlern und Teilen der liberalen Öffentlichkeit, der als „Heimkampagne“ vor 15 Jahren in die Geschichte der Jugendhilfe eingegangen ist, hat einen langwierigen und konstruktiven Entwicklungsprozeß in Gang gesetzt. Das Bild von den düsteren Heimmauern, den langen Fluren, dem Schlafsaal, von bedrückten Kindergesichtern und militärisch drillenden Erziehern darf in der Realität der Heime keine Grundlage mehr haben.

Heute wird eine Vielzahl unterschiedlicher Lebensorte – oft allzu vereinfachend – unter dem Begriff „Heimerziehung“ zusammengefaßt. Dazu gehören zum Beispiel:

- Kinderhäuser und Kleinstheime, in denen Kinder und Jugendliche mit Erwachsenen zusammen leben;
- Jugendwohngemeinschaften, in denen das Leben und die Entwicklung in der Gruppe der Gleichaltrigen im Mittelpunkt stehen;
- relativ selbständige Wohngruppen innerhalb eines Heimgeländes oder Außenwohngruppen im Verbundsystem;
- heilpädagogisch-therapeutische Einrichtungen, die besondere Schutz- und Erfahrungsräume bieten;

- qualifizierte Sonderschulen und Berufsausbildungsstätten im Verbund eines Heimes unter Einbeziehung von Kindern und Jugendlichen aus der Umgebung;
- mobile Betreuung für junge Menschen, die mit Unterstützung und Beratung in ihrer eigenen Wohnung leben;
- Tagesheimgruppen für Kinder, die in ihren Familien und ihrer vertrauten Umgebung wohnen und tagsüber intensiv betreut und gefördert werden.

3. Heimerziehung ist nicht umsonst so teuer

Von der zu Recht kritisierten Aufbewahrung in Besserungsanstalten hat sich die Heimerziehung zu einer qualifizierten und leistungsfähigen Erziehungshilfe entwickelt. Jeder Jugendliche aber, der erst nach langer Leidensgeschichte in ein Heim kommt, ist ein Fall von unterlassener rechtzeitiger Hilfeleistung. Für viele Kinder und Jugendliche ist die Heimerziehung in ihrem Entwicklungsprozeß die letzte Chance. Heimerziehung ist Profession und intensive Beziehungsarbeit zugleich. Dafür werden viele qualifizierte Fachkräfte gebraucht. Heimerziehung kostet deshalb viel Geld.

4. Gegen eine Heimkampagne von oben

Die „Heimkampagne“, die zur Zeit die Kinder, Jugendlichen und Erzieher in den Heimen belastet, ist kein Protest von unten, kein Ruf nach mehr Humanität und verbesserten Chancen, sondern eine fiskalisch motivierte Kampagne von oben. Es geht um die Kosten der

Heimerziehung, um einen Abbau von Heimplätzen zu gunsten billigerer Alternativen. Immer häufiger werden Entscheidungen über angemessene Erziehungshilfen ausschließlich unter Kostengesichtspunkten getroffen. Aus verschiedenen Gründen gibt es zur Zeit mehr Heimplätze als von den Jugendämtern belegt werden. Durch Unterbelegungen, Auseinandersetzungen über die Höhe der Pflegesätze und die Dauer der Unterbringung von Kindern und Jugendlichen gerät die Heimerziehung zusehends unter Druck. Die anhaltende Kostendiskussion und nicht zuletzt die damit verbundene Arbeitsplatzunsicherheit für viele Erzieherinnen und Erzieher wirkt sich ausgesprochen negativ auf die Möglichkeiten der pädagogischen Arbeit in den Heimen aus. Die Mitarbeiter wenden sich nicht gegen notwendige, teilweise von ihnen mitgetragene neue Leistungsformen der Jugendhilfe, wie etwa die Betreuung von Kindern in ihren eigenen Familien oder andere ambulante Hilfen. Sie wenden sich aber entschieden dagegen, daß mit Kindern und Jugendlichen experimentiert wird, indem ihnen beispielsweise die notwendige Unterstützung in einem Heim oder einer Wohngemeinschaft allein aus Kostengründen versagt wird. Die Heime dürfen nicht zur letzten Station, zur Auffangstelle für gescheiterte Jugendhelferkarrieren werden. Kein Verantwortlicher in der Heimerziehung darf sich auf den Reformerfolgen der vergangenen 15 Jahre ausruhen und jeglicher Versuch, die Heime durch Mittelkürzungen wieder auf den Stand von Straf- und Abschiebeinstitutionen herabzudrücken, muß verhindert werden. Die jungen Menschen in den Heimen und die Erzieherinnen und Erzieher erwarten von Politikern und der Verwaltung öffentlicher und freier Jugendhilfe, daß die Heime auch in Zukunft Lebensorte für Kinder und Jugendliche sein können.

5. Kinder und Jugendliche brauchen überschaubare Lebensräume

Die Heime müssen für ihre Bewohner eine überschaubare Lebenswelt mit selbstgestalteten, verlässlichen sozialen Beziehungen darstellen. Hierarchische Strukturen, starre Arbeitszeitregelungen für Erzieher, Kleinliche, für jeden nur erdenklichen Eventualfall gedachte Vorschriften und die rigide Handhabung staatlicher Haushaltsrichtlinien verhindern eine eigenständige und gleichberechtigte Gestaltung des Erziehungsalltags. Realitätsnahe Gruppenerziehung bedarf gestalterischer Freiräume. Heim- und Wohngruppen müssen wie Haushalte selbstständig mit ihrem Geld wirtschaften können (pädagogischer Etat). Die Entscheidungsbefugnisse der Erzieherinnen und Erzieher in den Gruppen müssen gestärkt werden.

6. Die Heimjugendlichen brauchen bessere berufliche Chancen

Heime und Einrichtungen, die ältere Kinder aufnehmen, entlassen in der Regel nicht mehr Jugendliche in ihre Familien, sondern junge Erwachsene in eine unsichere berufliche Zukunft. Von diesen haben achtzig Prozent keinerlei familiären Rückhalt, zwei Drittel leben nach dem Heimaufenthalt allein. Mit hohem finanziellen und persönlichen Engagement versuchen Erzieherinnen und Erzieher, Lehrerinnen und Lehrer, jungen Menschen wieder Lebensmut zu machen und müssen doch oft in eine Gesellschaft entlassen, die sie nicht zu brauchen scheint. Für viele Heimjugendliche ist die Parole „no future“ nicht Ausdruck einer lebensverneinenden inneren Haltung, sondern Antwort auf eine bittere Realität. Erziehung bedeutet auch Vermittlung einer sinnvollen Lebensperspektive. Solange die Gesellschaft

nicht in der Lage ist, wirksam der Jugendarbeitslosigkeit entgegenzuarbeiten, verdienen zumindest Versuche der Heime und anderer Träger der Jugendhilfe, aus dieser Notsituation heraus neue Formen des Zusammenhangs von Leben und Arbeit zu gestalten, besondere Beachtung und Unterstützung. Ebenso sind ausreichende finanzielle Mittel zur Nachbetreuung heimentlassener Jugendlicher und junger Volljähriger besonders dringlich.

7. Erzieherinnen und Erzieher brauchen gute Arbeitsbedingungen

Entscheidend für den Erziehungserfolg der Heime ist ein gutes Erziehungsklima, eine Heimatmosphäre, in der man atmen kann. Die Qualität der Heimerziehung hängt entscheidend davon ab, wie zeitliche, seelische und körperliche Überbelastungen von Erzieherinnen und Erziehern ausbalanciert werden können. Erzieherinnen und Erzieher brauchen Hilfen bei der Bewältigung schwieriger Alltagssituationen; qualifizierte Beratung und berufsbegleitende Fortbildung müssen personell und finanziell gesichert sein. Nach einer Reihe von Jahren braucht jede Erzieherin und jeder Erzieher eine Verschnaufpause, ein Sabbatjahr oder ähnliches, das es ihr oder ihm ermöglicht, ihre bzw. seine Qualifikation aufzufrischen, abzuschalten, neue Kräfte zu sammeln. Auf besondere Notlagen in Gruppen muß mit besonderen Maßnahmen, wie vorübergehende Reduzierung der Gruppenstärke reagiert werden können.

Den Heimen muß ein größerer Handlungsspielraum bei der Verteilung finanzieller Mittel und personeller Ressourcen eingeräumt werden.

Für ältere Erzieherinnen und Erzieher sind die Arbeitsbedingungen so flexibel zu verändern, daß es ihnen möglich ist, weiterhin im Heim zu arbeiten oder in andere adäquate Arbeitsfelder zu wechseln. Dazu sind besonders die Träger und Spitzenverbände aufgefordert, initiativ zu werden.

8. Heime müssen isolierende Tendenzen überwinden

Heimerziehung darf keine isolierte pädagogische Dienstleistung sein. Trotz oder wegen der leider bestehenden Konkurrenzmechanismen im Bereich der Jugendhilfe muß Heimerziehung in ein regionales Verbundsystem unterschiedlicher sozialpädagogischer Beratungs- und Hilfeleistungen integriert sein. Nicht nur um Arbeitsplätze abzusichern, sondern vor allem im Interesse der anvertrauten Kinder und Jugendlichen können Heimerzieherinnen und Heimerzieher von Heimträgern zu Recht erwarten, daß diese zukunftsorientierte Konzeptionen mit Unterstützung der öffentlichen Hand entwickeln.

Dabei kommt den Jugendämtern eine entscheidende Koordinierungsfunktion zu. Öffentliche und freie Träger sowie Initiativen müssen in diesem Sinne kooperativ an der Gestaltung eines sozialen Nahraums arbeiten, der für Kinder und Jugendliche bessere und zugleich gesichertere Entwicklungschancen bietet.

9. Gegen geschlossene Unterbringung

Es ist die Tendenz zu beobachten, trotz der fachlichen Kritik an der geschlossenen Unterbringung in Heimen neue derartige Plätze bereitzustellen. Wenn Mauern und Schlüssel zur

Voraussetzung für eine intensive pädagogische Einzel- und Gruppenarbeit werden sollen, so ist dieser pädagogischen Kapitulation – auch wenn sie therapeutisch überhöht wird – ein klares „Nein“ entgegenzusetzen. Stattdessen sind zum Beispiel selbständige Wohngruppen oder Formen der Einzelbetreuung, die inzwischen erfolgreich erprobt worden sind, durch die Länder und den Bund in besonderem Maße zu fördern.

10. Heime brauchen Solidarität

Heime übernehmen eine notwendige und wichtige gesellschaftliche Aufgabe. Die Erzieherinnen und Erzieher in den Heimen versuchen, Kindern und Jugendlichen Lebensmöglichkeiten zu eröffnen, denen die Gesellschaft und die Erwachsenenwelt bisher zu viel vorenthalten haben. Nicht administratives Wirken, sondern menschliches Engagement kann Kindern und Jugendlichen ein Zuhause schaffen. Dafür sind rechtliche und finanzielle Rahmenbedingungen unerlässlich. Wollen Erzieherinnen und Erzieher Kindern und Jugendlichen Boden unter ihren Füßen schaffen, dann können sie sich nur an den Interessen dieser Kinder und Jugendlichen orientieren und sind auf solidarische Hilfe und Kritik aus der Gesellschaft angewiesen.

Heime: „Lebensorte“ auch für Erzieher?

I. Jürgen Blandow: Theoretische Vorüberlegungen

1. Erzieher als „Lohnarbeiter“

Zunächst wird man feststellen müssen, daß Heime – anders als für die Kinder und Jugendlichen – für Erzieher in den meisten Fällen kein „Lebensort“ im geläufigen Sinne, sondern „Arbeitsort“ sind. Wenngleich in dieser Unterscheidung bereits eine problematische Setzung liegt – die sowohl faktische wie im Bewußtsein aller verankerte Trennung von Arbeit und Leben, von Produktion und Reproduktion – will ich „lohnender Lebensort“ mit „lohnender Arbeitsort“ übersetzen.

Sodann ist festzuhalten: „Arbeit“ ist in einer warenproduzierenden Gesellschaft kapitalistischer Prägung immer von einem doppelten Gesichtspunkt aus zu betrachten. Arbeit ist einerseits eine Ware, die von einem hierauf Angewiesenen zum Zwecke der Erzielung von Lohn an einen Käufer von Arbeitskraft veräußert wird, andererseits eine gebrauchswertschaffende, bedürfnisbefriedigende menschliche Tätigkeit. Der Lohnarbeiter produziert (arbeitet) zunächst nicht, um mit seiner Tätigkeit menschliche Bedürfnisse zu befriedigen, sondern um Lohn zu erlangen, der es ihm ermöglicht, sich die Mittel zu seiner Reproduktion zu kaufen. Umgekehrt wird Arbeitskraft auch nicht gekauft, um mit ihrer Hilfe konkret nützliche Dinge zu produzieren, sondern um einen Mehrwert zu realisieren. Immerhin, um ihn realisieren zu können, müssen Dinge produziert werden, für die jemand zu zahlen bereit ist, Gebrauchswerte also.

Es ist also festzuhalten, daß es ohne die Produktion von Gebrauchswerten nicht geht. Dies ist der Grund, warum Menschen auch unter den Bedingungen kapitalistischer Lohnarbeit Interesse an der Arbeit jenseits des Interesses an der Lohntüte entwickeln können: auch wenn ich es nur als angestellter Tischler tue, kann mir die Produktion eines Tisches das Gefühl vermitteln, etwas Nützliches und Sinnvolles getan zu haben und etwas, was ich bin, meine Fähigkeiten, meine Ideen in diesem Werkstück verkörpert zu haben. Je zergliederter aber der Produktionsprozeß, je weniger sinnhaft nützlich für irgendjemand das Produkt, je geringer die erforderliche Qualifikation zur Anfertigung des Produkts und je eingeschränkter meine Entscheidungsmöglichkeit darüber, was und wie produziert wird, desto geringer ist auch die Möglichkeit, mich mit dem Produkt zu identifizieren, mich in produktiver Tätigkeit selbst zu verwirklichen und desto mehr wird meine Arbeit zu abstrakter Arbeit: Verausgabung von Arbeitskraft

allein um des Lohnes willen, oder höchstens noch der Stolz darauf, zu funktionieren.

Ein anderer Aspekt des Widerspruchs von Gebrauchs- und Tauschwert ist der Widerspruch von Kooperation und Konkurrenz. Einerseits gilt, daß Menschen nur in Kooperation mit anderen produzieren können, andererseits, daß Kooperation unter Lohnarbeitsbedingungen von Konkurrenzbeziehungen, mit unterschiedlich bewerteten Berufsbildern, hierarchischen Strukturen und einer der Leistungssteigerung dienenden Arbeitsorganisation (im Extrem das Fließband) überlagert ist. Auch hier muß man freilich festhalten, daß die gemeinschaftliche Form der Produktion auch zur Quelle der Befriedigung und der solidarischen Erfahrung werden kann. Sie wird dies umso mehr, je mehr sich die Form der Kooperation aus der Sache selbst ergibt, je größer die Möglichkeit zur „freien Assoziation“ der Produzenten, je egalitärer die Bewertung unterschiedlicher Positionen in einem gemeinschaftlichen Produktionsprozeß und je geringer der objektive Zwang zur Konkurrenz ist.

Aus diesen allgemeinsten Merkmalen der Lohnarbeit ergibt sich für die Bestimmung des Heims als „lohnendem Arbeitsort“ folgendes:

1. Weil auch Heimerzieher ihre Arbeitskraft als Ware zu Markte tragen und sie das einzige ist, was sie besitzen, muß sich die Arbeit in der profansten aller Bedeutungen lohnen: je voller die Lohntüte – die ja die Kosten für die Reproduktion der Arbeitskraft auf jeweiligem historischen Niveau und gemäß politischer Bewertung des Werts der Arbeit enthält – desto besser.
2. Der Lohnarbeiter, auch der „Lohnerzieher“ verausgabt an seinem Arbeitsplatz das einzige Kapital, das er hat: seine Arbeitskraft. Ein „lohnender Arbeitsplatz“ muß darum so beschaffen sein, daß sein „Kapital“ ein Arbeitsleben lang und – als Lebenskraft – darüber hinaus möglichst weit ausreicht, nicht vorzeitig verschlissen wird. „Lohnend“ kann der Arbeitsplatz nur sein, wenn sich psychosoziale und physische Belastungen mindestens die Waage mit Möglichkeiten zur Erholung, also zur Wiedergewinnung der seelischen und körperlichen Kräfte, halten.

Diese eher abstrakten Formulierungen erscheinen mir übrigens günstiger als die Beschreibung ganz konkreter notwendiger Arbeitsbedingungen, wie Pausen nach AZO, Zeitausgleich, Gruppengröße etc., da die Höhe der tatsächlichen Belastung je nach dem Gesamtkontext, in dem gearbeitet wird, höchst unterschiedlich sein kann und darum die Erholungsnotwendigkeiten auch unterschiedlich sind; an einem

„lohnenden Arbeitsort“ sollten daher eher flexible als starre Möglichkeiten vorhanden sein, wobei das Kriterium die tatsächliche Belastung unter Berücksichtigung der individuell vorhandenen Kräfte zu sein hätte; für die Situation des „älteren Erziehers“ ein wichtiger Gesichtspunkt.

3. Mit den ersten beiden Bestimmungen wurde einseitig die Arbeitskraft des Erziehers in ihrer Tauschwertigkeit betrachtet. Betrachtet man sie auch von ihrer Gebrauchswertseite, sind weitere Bedingungen für einen „lohnenden Arbeitsplatz“ zu formulieren:
 - eine möglichst weitgehende Verfügungsgewalt über den „Produktionsprozeß“, die Arbeitsorganisation und die Zielbestimmungen, das also, was man pädagogische Autonomie nennt;
 - möglichst weitgehende Rechte, sich die Kooperationspartner, die Miterzieher selbst auszuwählen und den „Produktionsprozeß“ mit ihnen abzustimmen;
 - ein der Aufgabe entsprechendes Qualifikationsprofil, die Möglichkeit also, ohne Unter- oder Überforderung die eigenen Fähigkeiten in der Arbeit realisieren zu können.

Diese letzten Punkte dürften allerdings nicht mehr auf einhellige Zustimmung stoßen. Daß man sich selbst in der Arbeit realisieren will, ist ja keinesfalls Selbstverständlichkeit. Dies hängt natürlich damit zusammen, daß uns vielfältige Kompensationen außerhalb des Arbeitsbereichs angeboten werden: die eigene Familie, das Hobby, der Konsum, die Freizeitangebote, die vielfältigen Kommunikationsmöglichkeiten im Bekanntenkreis. Umgekehrt gibt es freilich auch eine zunehmend größere Zahl von Kolleginnen und Kollegen, denen eine selbstbestimmte Arbeitsorganisation so wichtig ist, daß sie lieber ihre Sicherung als Lohnarbeiter in Frage stellen, als auf sie zu verzichten. In beiden Fällen – und auch in den Zwischenformen – handelt es sich letztlich um Versuche, einen Umgang mit dem strukturellen Widerspruch von Tausch und Gebrauchswert der Arbeitskraft zu finden, in jedem Fall auch um Lösungen, die den Widerspruch nicht wirklich aufzulösen vermögen. Das Material für eine Lösung kann nur aus dem in dieser Gesellschaft Denkbaren und Möglichen genommen werden. Es gibt deshalb wenig Anlaß, verschiedene Lösungen gegeneinander auszuspielen, wohl aber sollte die Diskussion um die Vor- und Nachteile jeder Lösung nicht abreißen.

2. Die besondere Situation des „Lohnerziehers“

Bisher wurde der Erzieher – was in den allgemeinsten Bestimmungen auch gerechtfertigt ist – als jemand betrachtet, der das Gleiche wie jeder „Lohnarbeiter“ ist. Über das Gleiche hinaus ist er aber, und zwar in zweifacher Hinsicht, auch Anderes: Erstens wird die Arbeitskraft des Erziehers nicht von einem Kapitalisten, sondern vom Staat oder einem seiner „Subunternehmer“, einem in vieler Hinsicht vom Staat abhängigen freien Träger der Jugendhilfe oder einem Privatmann, gekauft und zweitens sind die Produktionsbedingungen des Erziehers von grundlegend anderer Art, als die des warenproduzierenden Lohnarbeiters: dessen Produktionsaufgabe ist die Umwandlung „äußerer Natur“ in Mittel zum Leben, seine Produktionsaufgabe die Umwandlung und „Veredelung“ „innerer Natur“, Sozialisation also; das „Werkstück“ des Erziehers ist nicht tote Materie, sondern es sind quicklebendige, eigenaktive, vernunftbegabte; mit einer Biographie „behaftete“ soziale Wesen, Kinder und Jugendliche; das Werkzeug des Erziehers ist nichts als seine eigene Person und kann sich zudem nur in Interaktion mit dem „Werkstück“ entfalten; der Arbeitsort des Erziehers ist keine Werkhalle, sondern ein „Lebensort für Kinder“.

Aus dem ersten ergibt sich zunächst, daß der Staat oder der staatsverwandte Träger das Recht haben, über die Arbeitskraft des Erziehers zu verfügen, die Ziele der Arbeit zu formulieren, die Arbeit zu organisieren, die erforderliche Qualifikation des Erziehers zu definieren und den Preis der Arbeitskraft festzulegen. Hierin gibt es – obwohl das Ergebnis solcher Bestimmung anders entsteht als in einem kapitalistischen Unternehmen, nämlich nicht über den Markt, sondern in einem politischen Diskurs – Ähnlichkeiten mit der Situation anderer Lohnarbeiter. Wichtiger ist darum, daß der Staat mit dem „Betreiben“ eines Heimes kein Produkt im üblichen Sinne herstellt, sondern ein Produkt besonderer Art: Heime sollen Menschen, genauer Staatsbürger und Lohnarbeiter produzieren, Erzieher haben die Aufgabe, diese Leistung zu erbringen, mit anderen Worten, sie haben herrschaftliche Aufgaben zu erfüllen. Die Position eines Erziehers ist damit eine höchst prekäre: er ist Beherrscher und Herrschender zugleich und damit in einer Herr-Knecht-Dialektik gefangen, die nur unter einer einzigen Voraussetzung ungebrochene Handlungsfähigkeit ermöglicht, nämlich unter der Voraussetzung einer vollen Identifi-

kation mit dem, der bzw. mit dem, was (der politischen oder einer sonstigen Ideologie) ihn beherrscht. Derjenige, der sich als verlängerter Arm einer Obrigkeit oder einer Idee weiß und gewillt ist, diese Überzeugung auch gegen widrige Umstände durchzusetzen (wobei der widrigste Umstand der Protest und die Sperrigkeit der Kinder ist), kann im Heim ziemlich leicht einen „lohnenden Arbeitsort“ finden.

Anders geht es allen, die dies nicht können oder wollen. Die Identifikation mit einem Auftrag wird ohnehin schwerer, weil Aufträge und Zielsetzungen immer rascher umgeschlagen werden, immer diffuser formuliert werden und immer mehr in den Strudel „pluralistischer“ Meinungen geraten. Ein zweites Hindernis ist, daß selbst der offiziöse staatliche Auftrag für eine „moderne“ Heimpädagogik den Erzieher auf das „Kindeswohl“ verweist und damit auf eine Sphäre, die herrschaftsfeindlich ist. Das größte Handicap für eine Identifikation mit der Herrschaftsrolle aber sind eben jene besonderen Produktionsbedingungen der Erzieher, die bedürfnisanmeldenden Kinder, die Bedeutung seiner Person als „Werkzeug“ usw.; Bedingungen, die insgesamt sein Interesse an den Kindern sowohl herausfordern als auch – als grundlegendste Voraussetzung für „pädagogischen Erfolg“ – abnötigen.

Die maßlose Forderung der Kinder nach Interesse und Identifikation bietet dem Erzieher grundsätzlich die Chance, sich über die Identifikation auch mit seiner Arbeit und schließlich mit sich selbst zu identifizieren. Andererseits trifft sie aber auch einen empfindlichen Nerv. Identifiziere ich mich nämlich zu sehr mit den Kindern, gefährde ich meinen Lohnerzieherstatus – z. B., weil ich mich zu freiwilliger Mehrarbeit im Interesse der Kinder angetrieben fühle und so also die Zeit für die notwendige Reproduktion meiner Arbeitskraft reduziere. Ferner verliere ich bei starker Identifikation leicht die Distanz, die von mir gefordert wird, um meinen gesellschaftlichen Auftrag – dem ich trotz des Verweises auf das Kindeswohl nicht enthoben bin – zu erfüllen. Umgekehrt und aus den gleichen Gründen kann ich mich auch nicht zu sehr vom Kind distanzieren: die Sperrigkeit des Kindes, die ich dann zu spüren bekäme, würde die Belastung enorm vergrößern und mich wiederum in den Augen der Auftraggeber zu einem schlechten Pädagogen machen, begäbe ich mich doch des wichtigsten Mittels für erfolversprechende Sozialisationsarbeit. Was immer ich tue – ich tappe in Fallen.

3. Lösungsangebote

Das nicht fehlende, aber strukturell gebrochene Interesse des Erziehers an den Kindern und seine Schwierigkeit, sich mit dem Auftrag und der Institution Heimerziehung zu identifizieren, ist nicht nur – mehr oder weniger – tägliche Leidenserfahrung der Erzieher (und somit auch der Kinder und Jugendlichen), sondern auch stets Anlaß für Erziehungstheoretiker, Pädagogen und „Heimpolitiker“ gewesen, nach Lösungsmöglichkeiten zu fahnden und sie – wenn schon nicht durchzusetzen – so doch wenigstens zu propagieren.

Der traditionsreichste Lösungsvorschlag bestand immer darin, auf die „großen Pädagogen“ zu verweisen – Pestalozzi, Father Flanagan, Makarenko, Bernfeld, je nachdem – und dem Erzieher ihr vorbildhaftes Verhalten als Spiegel vorzuhalten. Hierbei hat sich aber als Dilemma erwiesen, daß es ganz unmöglich ist, jenen repräsentativen Persönlichkeiten der Heimpädagogik nachzueifern. Zwar kann man sich mit ihren Ideen beschäftigen, ihre besondere Persönlichkeit, ihre Liebe zu Kindern, ihr Charisma etc. – wahrscheinlich für ihre Erfolge das Entscheidende – aber kaum in den eigenen Arbeitsalltag einbringen. Ein gleichermaßen traditionsreicher Lösungsvorschlag ist, nur solche Erzieher zu beschäftigen, die sich auf eine bestimmte Überzeugung verpflichten lassen, also z. B. auf die Inhalte eines Glaubensbekenntnisses oder einer ideologischen Überzeugung. Hier zeigt sich als Problem, daß gemeinsame Überzeugungen im Schwinden begriffen sind – und noch gravierender – die Kinder und Jugendlichen sich als immer weniger offen (sofern sie es je waren) für eine spezielle Wertorientierung erweisen. Die moderne Pädagogik hat sich darum auf die Suche nach Lösungen begeben, die „allgemein anwendbar“ sind. Der professionsgeschichtlich bedeutsamste Vorschlag war dabei zweifellos, die Erzieher auf bestimmte Methoden zu verpflichten, die Erziehung zu methodisieren.

Die Idee dabei ist, das Dilemma des Erziehers zwischen Identifikation und Distanzierung dadurch zu lösen, daß man zwischen Erzieher und Kind sozusagen eine dritte Ebene, nämlich die Methode einzieht. Sie soll dafür sorgen, daß sich die quicklebendigen, Bedürfnisse anmeldenden, eigenaktiven Kinder in etwas verwandeln, was einem zu bearbeitenden Werkstück entspricht und ich – als Erzieher – mich von einem betroffenen Menschen

mit Gefühlen und Ansprüchen (auch an die Kinder) in einen ganz meiner Aufgabe als Spezialist für die Umwandlung innerer Natur gewidmeten Produktionsarbeiter. In letzter Konsequenz ist das Ziel methodisierter Arbeit¹ also nichts anderes als der Versuch, die pädagogische Produktion wie die materielle Produktion zu organisieren und durchzuführen: z.B. die Bestimmung der Materialeigenschaften meines defekten oder Halbfertigprodukts und deren Veränderungen im Zuge seiner Bearbeitung (die psychosoziale Diagnose und ihre Fortschreibung), die Feststellung der erwünschten Produkteigenschaften (Global- und Teilerziehungsziele), die Ausarbeitung eines Produktionsplans (Erziehungs-, Therapie-, Gesamtplan), schließlich die Auswahl und systematische Anwendung der Produktionsmittel (die speziellen pädagogischen oder therapeutischen Methoden also). Ließe sich pädagogische Arbeit auf diese Weise betreiben, wären tatsächlich viele Probleme des Erzieherberufs gelöst: Er könnte, ohne in den Zwang zu geraten, sich mit einer Person zu identifizieren und die Folgen zu tragen, sich dennoch identifizieren, mit dem „Produktionsergebnis“ nämlich und mit der Methode, die ihm dieses Ergebnis ermöglichte. Seine Distanz zu den Personen schließe nicht mehr auf ihn selbst zurück, da sie durch die Identifikation mit der Sache aufgehoben wäre. Pädagogische Produktion im Heim läßt sich aber nicht auf diese Weise betreiben und wo sie so betrieben wird, sind ihre Folgen andere als erwartet. Dies liegt daran, daß sich alle bisher beschriebenen Probleme durch die Hintertür wieder einschleichen. So bringt schon die Prüfung der „Materialeigenschaften“ des Objektes die bittere Erfahrung, daß es keine isolierbaren Eigenschaften gibt, sondern nur die Totalität einer Biographie, den konkreten Menschen. Ich kann es zwar ignorieren und so tun, als ob ich der Methode zugängliche, isolierbare Momente gefunden hätte, bin dann aber dem Problem ausgesetzt, daß sich mein „Objekt“ partout nicht seiner Zersplitterung fügen mag, immer wieder als ganze Person auf meine Teilungsversuche reagiert und sie zunichte macht.

Auch die Formulierung von Global- und Teilzielen bringt mich wenig weiter, da sich Sozialisation (als interaktives Geschehen) nicht curricularisieren läßt. Aus beidem ergibt sich, daß sich auch das Identifikations-/Distanzierungsproblem über die Methode nicht lösen läßt: Weil das zu erziehende Kind eben kein Werkstück, sondern ein eigenaktives, selbstreflexives Wesen ist, hat es immer die Möglichkeit, sie als solche zu durchschauen und ihre Wirksamkeit zu durchkreuzen. Für den Erzieher bedeutet dies nichts anderes, als daß er sich letztlich doch der Lebendigkeit des Kindes stellen muß – und also mit seinem Dilemma konfrontiert wird.

Wenn die Forderung nach Methoden für Behörden, Heimträger, -leiter und auch den Erzieher selbst so eine große Aktualität hat, muß dies allerdings Gründe haben, mit einem konkreten Nutzen für alle verbunden sein. Ich denke, daß der Nutzen für alle darin liegt, daß ein großer Aufwand betrieben werden muß, um das Konzept am Laufen zu halten, und daß man den Aufwand bzw. das Laufen leicht als die Sache selbst betrachten kann. Die Anfertigung psychosozialer Diagnosen setzt Gespräche und Verhandlungen voraus, bringt einen mit Behördenvertretern und Psychologen in Kontakt; die Formulierung von Erziehungszielen verlangt nach immer wieder neuen Teamgesprächen, Auseinandersetzungen mit Kollegen, der Heimleitung, dem einweisenden Sozialarbeiter; die störenden Gefühle müssen in die Supervision eingebracht und hin und her gewendet werden; es gibt spannenden oder frustrierenden Streit um Absprachen und Regeln. Da die Methode nie recht ihr Ziel erreicht, kommt man leicht auf die Idee, daß das methodische Wissen noch nicht ausreicht oder man andere Methoden braucht und man also Weiterbildung benötigt usw.² Für die Institution hat das methodische Arrangement den Vorteil, daß man eine komplizierte Maschinerie entwickeln muß, Funktionspläne, ein Dienstbesprechungssystem, einen hierarchischen Aufbau, Personal usw. braucht. Für Staat und Behörden schließlich liegt die Attraktivität des Konzepts darin, daß man – eigentlich kriterienlos – plötzlich über ein wunderschönes Kriterium verfügt: wo's geklappt hat, lagen gute Methoden vor, wo nicht, schlechte, – abgesehen von den Vorteilen, die eine bürokratische Organisation für die reibungslose „Kooperation“ bringt.

Das konkurrierende Konzept zur methodisierten Pädagogik ist die Alltagsorientierung: den Alltag teilen, entfremdete Alltagsstrukturen aufbrechen, an den alltäglichen Konflikten und Sorgen ansetzen, Alltagsroutinen schaffen, aber sie sich nicht verselbständigen lassen, das Alltagsbewußtsein und die Lebenswelt der Kinder und Jugendlichen ernstnehmen usw., kurz: eine neue Methode, die verspricht, die Fehler der methodisierenden Sozialarbeit zu vermeiden, die statt Technik „verstehen“ setzt, sich als gesellschaftskritisch versteht und auch noch einen „lohnenden Arbeits-

ort“ verspricht, ohne dabei in Unbescheidenheit zu verfallen. Ihr Ziel ist ja – in realistischer Einschätzung der entfremdeten gesellschaftlichen Verhältnisse – nicht der „gelungene“, sondern der „gelingende Alltag“. Dieses Konzept, das keine Methode sein will, sondern Orientierung anbieten will, hat einen einzigen Haken: eben dies, Orientierung bieten, kann es nicht, da in ihm die entscheidende Frage nicht einmal gestellt, geschweige denn beantwortet wird: die Frage danach, wie ich trotz meines Lohnerzieherstatus Interesse an den Jugendlichen und ihrem Alltag durchhalten soll und die Frage nach den Kriterien für die Bewertung, Analyse und Kritik des Alltags.

Trotz der Kritik an den beiden Grundkonzeptionen, die heutzutage die Runde machen, verweisen beide auf etwas, über das sich nachzudenken lohnt: die methodisierende Sozialarbeit darauf, daß es eines Vehikels bedarf, das zwischen mir und den Kindern vermittelt, ohne mich in die Verstrickungen persönlicher Abhängigkeiten zu begeben – ein „gemeinsames Drittes“ (Brecht) –; das Alltagskonzept darauf, daß dieses Dritte irgendetwas mit dem Alltag zu tun haben, auf ihn zurückwirken und über ihn hinauswirken muß. Ich sehe nur Eines, was beides zu verknüpfen vermag: Der Wunsch, besser die Begierde nach einem besseren Leben.³ Das „gemeinsame Dritte“ wäre dann das gemeinsame Leiden von Kindern und Erziehern am entfremdeten Alltag (nicht nur als der Heimalltag verstanden, sondern als „das Leben“ und darum den Erzieher und das Kind auch außerhalb des Heimlebens umfassend), der Motor eines wechselseitigen Interesses aneinander, die Begierde, die einen ergreift, wenn man seine Lebenswirklichkeit mit seiner Lebensidee vergleicht. Nur in diesem Wunsch kann man sich mit jedem einzelnen konkreten Individuum seiner Gruppe treffen, sich mit ihm identifizieren (und also auch mit sich selbst identifizieren) und gleichzeitig Distanz zu ihm und zur eigenen Person aufbauen: Identifikation mit dem, was auch er will, Distanz von seinen unangemessenen, weil hilflosen Versuchen, dies zu erreichen und also auch Erkenntnis über meine hilflosen Versuche.

So würde denn das Heim zu mehr als zu einem „lohnenden Arbeitsort“, eben doch zu einem „lohnenden Lebensort“, weil ich – unabhängig davon, ob ich mit den Kindern zusammenwohne oder nicht – mein Leben mit dem Leben der Kinder verquickt hätte. Aber es gibt auch hier eine Grenze: Der Wunsch nach einem besseren Leben muß vorhanden sein (was man bei den Kindern und Jugendlichen wohl noch leichter voraussetzen kann als bei den Erwachsenen, so daß uns jene zu Lehrmeistern werden könnten), oder aber es läuft nichts als die Reproduktion einer schlechten Realität.

Womit dann – im Ganzen – im übrigen nicht nur Probleme und Perspektiven der Heimerziehung beschrieben wurden, sondern auch jene von Pädagogik überhaupt: Eltern, Pflegeeltern, Familienhelfer mögen es in mancher Hinsicht leichter haben als Heimerzieher, weil ihnen größere Spielräume für autonomes Handeln zugestanden werden und weil es ihnen die größere Unmittelbarkeit jüngerer Kinder leichter macht, eine liebende Sympathiebeziehung zu entwickeln (es „kracht“ denn ja meist auch erst bei älteren Kindern und Jugendlichen); aber das Grundproblem teilen sie mit den Erziehern: die Schwierigkeit, in einer Leben zerstörenden Gesellschaft den Wunsch nach besserem Leben aufrechtzuerhalten und also Interesse an der Welt, an sich selbst und an Kindern zu entwickeln.

II. Gabriele Spieker: Konfrontation mit praktischen Erfahrungen

1. Vorbemerkungen

Seit dem Abschluß meines Studiums an der Universität Bremen arbeite ich jetzt – insgesamt seit 6 Jahren – in einem Bremerhavener Heim, als Gruppenerzieherin zunächst, dann im gruppenübergreifenden Dienst, jetzt als stellvertretende Heimleiterin. Hat sich diese Zeit „gelohnt“? Es gibt Zeitpunkte, an denen ich berufsmüde bin und Zeitpunkte, an denen ich denke, es hat sich gelohnt. Beim Schreiben dieses Referats habe ich mich ganz von diesem subjektiven Gefühl leiten lassen. Mein Blick zurück auf meine Heimerzieherinnengeschichte soll mich jener Bedingungen versichern, unter denen es sich gelohnt hat und jener, unter denen es sich nicht lohnte. Um meinem Reflexionsprozeß Struktur zu geben, habe ich mich von Fragen leiten lassen, die mir beim Lesen des vorangegangenen Referats kamen:

– Was nützt mir das, was ich einmal gelernt habe, in meiner heutigen Praxis?

- Wo finde ich diese allgemeinen Bestimmungen von Lohnarbeit – ihres entfremdenden, aber auch ihres kooperativen Elementes – in meinem Alltag wieder?
- Ist meine Arbeit eine Arbeit, die sich für mich lohnt oder mache ich sie nur, weil ich mein Geld verdienen muß und mir nichts anderes mehr vorstellen kann, weil mir diese Arbeit und diese Kollegen schon so schön vertraut sind?
- Was macht es so schwer, die Lebensidee mit der Lebenswirklichkeit in Übereinstimmung zu bringen, übertragen auf die Heimerziehung: meine Ziele in Übereinstimmung mit meinem täglichen Handeln zu bringen?

2. Ambivalenzen des Erzieherberufs

Jürgen Blandow hat sich in weiten Teilen seines Referats mit den entfremdeten und entfremdenden Momenten der Lohnarbeit auseinandergesetzt. Solche – die hierarchischen Strukturen, die fiskalisch vorgegebenen Grenzen, die den individuellen Entwicklungsprozessen der Jugendlichen oft ein willkürliches Ende setzen – ausfindig zu machen, ist nicht schwer, sie sind alltäglicher Erfahrungshintergrund. Aber dies ist nur die eine Seite. Starre Strukturen erhalten ihre Hartnäckigkeit nicht nur aus dem gesellschaftlichen Auftrag, sondern auch aus der verinnerlichten Selbstbeschränkung der Menschen, die in ihnen arbeiten. Schwieriger als die Benennung entfremdender Strukturmomente finde ich es darum, im Handeln das Bewußtsein dafür zu bewahren, wie ich innerhalb der Grenzen produktiv sein kann – wie weit also die kooperativ vorwärtstreibenden Momente zur Wirkung gebracht werden können.

Nicht nur innerhalb der „Lohnarbeit“, sondern auch innerhalb der helfenden Berufe nimmt der Beruf des Erziehers eine besondere Position ein. Alle wesentlichen Lebenszusammenhänge der Jugendlichen fließen in dem Arbeitsfeld der Erzieher zusammen. Heimunterbringung bedeutet immer einen Bruch in der Biographie unserer Jugendlichen. Der Erzieher hat die Aufgabe, alle ihre sozialen Perspektiven neu zu ordnen. Uns bieten sich dadurch weit mehr Ansatzpunkte, auf die Lebensgestaltung der Jugendlichen Einfluß zu nehmen, als sie sich einem Lehrer, Freizeitpädagogen oder etwa einem beratend tätigen Psychologen darstellen. Dies alles in unmittelbarer Nähe und vermittelt über ein Beziehung zu den Jugendlichen.

Die darin liegende Ambivalenz ist trefflich durch den Begriff „Beziehungsarbeit“ ausgedrückt: Beziehung als Arbeit. Als Beziehungsarbeiter befinde ich mich immer wieder auf einer Gratwanderung. Die unmittelbare Nähe zu den Jugendlichen ist es, die mein Interesse an meiner Arbeit wachhält. Gleichzeitig aber „verführt“ mich die unmittelbare Nähe auch dazu, mich emotional anzuheften zu lassen, so, wenn ich erkennen muß, daß ich Interessen, Fähigkeiten und Bedürfnisse der Jugendlichen gegenüberstehe, die ich weder alle nutzen noch auf alle eingehen kann – schließlich werden uns „Kooperationsangebote“ nicht nur von einem einzelnen, sondern von 8 bis 10 Jugendlichen gleichzeitig gemacht.

Jeder Erzieher kennt dieses Problem von Nähe und Distanz. Für mich persönlich habe ich festgestellt, daß ich eine über Strukturen abgesicherte Distanz, wie sie der Schichtdienst ermöglicht, brauche, um professionell handeln zu können. Es gibt Jugendliche in unserer Einrichtung mit belastenden Verhaltensweisen, die für mich in unmittelbarer Gegenseitigkeit nicht aushaltbar wären. Das heißt nicht, daß ich einen bestimmten Heimtypus propagieren möchte. Ich habe viel Anerkennung für jeden, der in der Lage ist, Nähe trotz belastender Verhaltensweisen im Zusammenleben immer wieder herzustellen. Wichtig finde ich eben, die Grenzen der eigenen Belastbarkeit zu kennen, Nähe zu ermöglichen, ohne sich selbst dabei emotional auszubeuten.

So ist es denn zwar richtig, wenn Merchel⁴ im Vorbereitungsheft zu dieser Tagung schreibt „Die persönliche Nähe zu ihnen (den Kindern, G.S.) ist Voraussetzung für pädagogisch folgenreiche Beziehungen“; aber gleichzeitig ist richtig, daß personelle Nähe herstellen keine persönliche Fähigkeit ist, die sich beim Erzieher naturwüchsig ständig reproduziert. Identifikation und Nähe sind auch von persönlichen, entscheidend aber auch von institutionellen und gesellschaftlichen Voraussetzungen geprägt.

3. Veränderungen im gesellschaftlichen Umfeld der Heimerziehung

Wer einige Jahre seiner Heimerziehungspraxis Revue passieren läßt, sieht sich mit Veränderungen im Umfeld der Heimerziehung und deren Niederschlag in den Heimen selbst konfrontiert, die sich insgesamt als Zuspitzung der Erzieher-Probleme erweisen:

- Das Aufnahmealter der Jugendlichen ist gestiegen, die Verweildauer gesunken, – hieraus ergibt sich für die Erzieher eine immer größere Dichte der pädagogischen Anforderungen und eine immer unverhohlene Forderung nach raschem Erfolg. Maßstab unserer Arbeit kann aber nicht einfach der „Output“ sein. Wir sind kein Reparaturbetrieb, der Beschädigtes aufnimmt und Funktionierendes wieder abliefern.
- Chancengleichheit, das Ziel der Bildungsreform der 60er Jahre, ist heute kein gesellschaftlich anerkanntes Ziel mehr. Damit wächst der Druck auf die Schwächsten und auf die Erzieher und damit verstärkt sich die Randständigkeit von Heimerziehung. Reinhold Knopp⁵ kommt in seinem Aufsatz: „Jugendhilfe und Lebenschancen“ zu dem Ergebnis, daß „die Erlangung des Hauptschulabschlusses angesichts des gestiegenen Bildungsniveaus heute als unzureichende schulische Qualifikation eingestuft werden muß.“ Also auch dann, wenn das Erreichen des Hauptschulabschlusses für unsere Jugendlichen und für uns ein persönlicher oder beruflicher Erfolg ist – wir entlassen sie trotzdem in Arbeitslosigkeit und eine unsichere Zukunft. Ernsthaftige Produktionsbedingungen können wir nur noch einem Teil der Jugendlichen ermöglichen. Es ist uns aufgetragen, die Folgen mit den Jugendlichen zu tragen. Dies ist nicht nur eine zusätzliche Arbeitsbelastung, sondern rüttelt auch an unserem Selbstbewußtsein, indem es den Sinn unserer Arbeit in Frage stellt.
- Wir werden immer stärker in Konkurrenz gebracht zu Pflegefamilien und ambulanten Maßnahmen, obwohl sich nach fachlichen Gesichtspunkten durchaus eine je spezifische Zielgruppe für diese Jugendhilfemaßnahmen ausmachen läßt und alle Maßnahmen nebeneinander – und nicht alternativ – ihre Berechtigung haben. Uns werden damit Legitimations-Strategien aufgebürdet, die immer mehr Kräfte aus dem pädagogischen Alltag abziehen.⁶

Auch wenn ich denke, daß wir sehr bewußt zwischen von außen gesetzten, objektiven Entwicklungsbeschränkungen, die nur mittelbar politisch zu beeinflussen sind, und subjektiven Entwicklungsbeschränkungen, die innerhalb unserer Einflußmöglichkeiten und deswegen auch mit in unserer Verantwortung liegen, unterscheiden müssen, halte ich es für notwendig, uns selbst darin zu vergewissern, daß wir diese Veränderungen im Umfeld der Heimerziehung, mit denen wir zur Zeit konfrontiert sind, nicht initiiert haben und nicht wollten. Nach meinen Beobachtungen neigen wir aber allzu leicht dazu, uns den Schuh selbst anzuziehen. Der hohe Grad der Identifikation mit der Arbeit läßt uns immer wieder die Schuld bei uns selber suchen und macht uns damit auch politisch erpreßbar.

4. Förderung von Lernprozessen und institutionelle Strukturen

Wenn die Institution für die Menschen da sein soll, dann müssen ihre Strukturen auf die Gesetzmäßigkeiten menschlichen Handelns eingestellt sein – und nicht umgekehrt. Aber es ist auch so, daß Menschen nicht nur von den Strukturen, den Verhältnissen, bestimmt sind. Was die Struktur eines Heimes ist, ist auch abhängig von den Menschen, die sie „leben“ – von uns – und ein Stück weit lassen sie sich auch dann beeinflussen, wenn sie in hierarchische Verwaltungszusammenhänge eingebunden sind.

Um genauer bestimmen zu können, was dieser Anspruch von uns als Erzieher oder Heimerleitung verlangt, haben wir uns in unserer Einrichtung in einer selbstorganisierten Fortbildung mit den Gesetzmäßigkeiten von Persönlichkeitsentwicklung und Lernen auseinandergesetzt. Überzeugend war für uns, wie Christel Manske, eine Sonderschullehrerin mit großer Erfahrung im Umgang mit sog. „Verhaltensgestörten“ und behinderten Kindern, die wir zu uns eingeladen hatten, aus der Sicht einer materialistischen Lerntheorie schilderte:⁷ Lernprozesse vermitteln sich über einen gemeinsamen Gegenstand. Der gemeinsame Gegenstand sind die Fähigkeiten, die im Lernprozeß entstehen und sein Ergebnis, das gemeinsame Produkt. Lernen ist organisieren aller Sinne auf einen Lerngegenstand hin. Das gilt auch für soziale Beziehungen, als Organisation aller Sinne in bezug auf einen Menschen. Lernen ist ein Prozeß des Aufbaus von Beziehungsfähigkeit zu Gegenständen und Menschen. Die Tatsache, ob der Lerngegenstand von Interesse ist, ob er „sich lohnt“, die Erfahrungen mit dem Gegenstand, das Ziel und die Bedingungen des Lernens sind von entscheidender Bedeutung.

Persönlichkeitsentwicklung charakterisiert C. Manske als einen produktiven und schöpferischen Prozeß der Selbstakzeptierung und der Erlangung von Selbstbewußtsein. Mit Selbstbewußtsein

ist gemeint, daß „ein Mensch gelernt hat, sich zu entscheiden, seine Interessen zu vertreten, sich selbst positiv gegenüberzustellen, zu wissen wohin er gehört und was er will“.

Wenn ich mir überlege, was dies für unsere Heimjugendlichen heißt, dann möchte ich einen meiner Kollegen zitieren, der dies für uns treffend auf den Begriff gebracht hat: So etwas wie ein ausgeprägtes randständiges Selbstbewußtsein möchten wir ihnen vermitteln, in dem das Wissen um ihre Ausgrenzung und die Begrenztheit ihrer gesellschaftlichen Chancen enthalten ist. Genauso aber auch das Wissen um ihre Fähigkeiten und eine realistische Einschätzung ihrer individuellen Möglichkeiten, Einfluß auf ihre Lebensbedingungen zu nehmen.

Von Erziehern verlangt dieses Verständnis von Persönlichkeitsentwicklung und Lernen, sich im Lernen als gleichberechtigte Partner der Jugendlichen zu verstehen. Belastende Verhaltensweisen der Jugendlichen, die sog. Verhaltensstörungen, haben in ihrer Biographie einen subjektiven Sinn, den Erzieher jeweils individuell herausfinden müssen. Störende Verhaltensweisen lassen sich nur dann abbauen, wenn gleichzeitig positive Verhaltensmuster angeboten werden. Positive Angebote zu machen, auch wenn ich mit belastenden Verhaltensweisen konfrontiert bin, setzt „Phantasie für Anerkennung“ voraus, die Phantasie dafür, wie ich an bereits entwickelten Fähigkeiten ansetzen und sie weiterentwickeln kann.

Als Erzieherin bin ich dann oft in der Situation, meine vorgegebene und erwartete Rolle verlassen zu müssen und mich angreifbar zu machen. Phantasie aufzubringen, gelingt mir nicht immer und kann auch nur gelingen in einer Institution, in der es sich lohnt zu leben und zu arbeiten, in der es Lerngegenstände gibt, die für Jugendliche und Erzieher von Interesse sind, und die die Erfahrung zuläßt, daß ihre Strukturen veränderbar sind. Ein lohnender Lernort verfügt über Strukturen, die leben, durchlässig und nicht eingefahren und verkrustet sind und über Menschen, die fähig sind, in Alternativen zu denken und die es aushalten können, daß das ganze System in Bewegung gerät.

Ein Beispiel aus unserem Heim – sozusagen eine „Sternstunde“, nicht die alltägliche Praxis – mag dies verdeutlichen: Wir wollten eine Jugendliche entlassen, die zwei Erzieherinnen körperlich angegriffen hat. Ein blaues Auge und ein Nasenbeinbruch waren die Folge. Unser internes Ausschlußverfahren hatte bereits die letzte Hürde – Abstimmung auf der Dienstbesprechung – genommen und hatte dort mit nur einer Gegenstimme Zustimmung gefunden. Daraufhin setzt sich der Heimrat der Jugendlichen zusammen und verlangte von uns, diese Entscheidung rückgängig zu machen und das Mädchen statt dessen in ein anderes Gruppenhaus zu verlegen, ein Vorhaben, das für uns zunächst ziemlich chancenlos aussah und dem, aus Erzieher-solidarität heraus, auch sehr viel Widerstand entgegengesetzt wurde. Die Jugendlichen und eine Erzieherin haben ihr Vorhaben aber mit solcher Vehemenz vertreten, daß wir unsere Entscheidung rückgängig machten und uns zumindest auf einen Versuch einlassen wollten. Sie waren sehr zuversichtlich – wir nicht.

Dies war, wie gesagt, eine Sternstunde. Die Bedingungen waren günstig: von vier Häusern befand sich nur eins in der Krise.

Das Team des Hauses, in dem die Jugendliche schließlich aufgenommen wurde, arbeitete seit mehreren Jahren zusammen und hatte eine selbstbewußte Gruppengemeinschaft, die in der Lage war, nicht nur Verantwortung für sich selber zu übernehmen. Sie haben einzelne problematische Verhaltensweisen dieses Mädchens bis in die kleinsten Alltagshandlungen hinein aufzulösen versucht, was ihnen auch gelungen ist. Dies alles nicht als Kontrolle, sondern innerhalb eines solidarischen Miteinander-Lebens. Das Mädchen, von dem ich rede, lebt heute noch bei uns. Die Kollegen, die ihre Entlassung aus einer tiefbetroffenen Situation heraus forcieren wollten, mußten die Erfahrung machen, daß nicht das Mädchen unerziehbar war, sondern daß ihre Beziehungen zu dem Mädchen überstrapaziert, verbraucht waren.

Das Beispiel zeigt noch einmal, wie sehr es auf die jeweiligen Rahmenbedingungen ankommt. Wir hatten ein solidarisches Klima in der Einrichtung, Gruppen mit gewachsenen Strukturen und Teams, deren Belastungspegel tatsächlich ihrer Leistungsfähigkeit entsprach, einen Rahmen, in dem die „Phantasie für Anerkennung“ möglich war. So können denn dieselben Erzieher in Zeiten, in denen sie überfordert sind, in denen der Außen- und Binnendruck größer wird, ganz anders reagieren. In solchen Zeiten beschränkt sich der eigene Aktionsradius oft allein auf Gespräche, obwohl gerade dann eine Gesprächsbereitschaft bei den Jugendlichen nicht unterstellt werden kann. Es sinkt die Fähigkeit, Unerwartetem und Neuem zu begegnen. Das Bemü-

hen der Erzieher ist dann in erster Linie darauf gerichtet, die Arbeitsbedingungen kontrollierbar zu halten. Die Angst vor Mißfolgen wächst, die Befriedigung läßt nach, wir ziehen uns zurück auf vertraute Sicherheiten und eingefahrene institutionelle Abläufe. Dies ist der Punkt, an dem Strukturen sehr schnell eine Eigendynamik gewinnen. Im schlimmsten Fall würde eine Entlassung dann so vor sich gehen: Wir versichern uns noch einmal gegenseitig, welche Jugendlichen für unsere Einrichtung tragbar sind. Gegenüber diesen „hausgemachten“ Jugendlichen wird der abgesetzt, der gerade Probleme macht. Die internen Ausschlußmechanismen – Teamentscheidung, Abstimmung auf der Dienstbesprechung – laufen reibungslos ab und werden nirgendwo unterbrochen. Der Heimrat bestätigt die Einschätzung der Erzieher, die Jugendlichen formieren sich nicht mehr dagegen. Wir haben eine ausgefeilte Begründung, warum dieser Jugendliche nicht mehr tragbar ist. In diesem „schlimmsten Fall“ funktioniert die Institution; wir wickeln einen Fall ab. Der Heimrat wird nur noch zur Legitimation der Erzieherstrategien eingesetzt. Wir disziplinieren alle über den Ausschluß einzelner. Wenn wir im Alltag oft das Gefühl haben, unterzugehen – diese Macht bleibt uns.

Typisch ist natürlich weder die „Sternstunde“, noch der „schlimmste Fall“ – wiewohl beides zum Heimalltag gehört. Um nicht in den „schlimmsten Fall“ hineinzuschliddern, haben wir uns in jener und einer weiteren Fortbildungsveranstaltung eine Reihe von Prinzipien und „Kontrollfragen“ erarbeitet. So haben wir uns vorgenommen, unsere Anforderungen an die Jugendlichen so zu setzen, daß sie weder unter- noch überfordert werden. Der Lernprozeß soll so organisiert werden, daß einzelne Schritte zunächst mit unserer Unterstützung, dann mit teilweiser Unterstützung, schließlich von den Jugendlichen allein vollzogen wird. Dabei müssen wir wissen, daß dies nicht nach einem starren Plan geschehen kann, daß unsere Pläne durchkreuzt werden können und daß unsere Möglichkeiten von vielen wechselnden Bedingungen beeinflußt werden, nicht nur von uns selbst. Es ist uns außerdem klar geworden, daß – nehmen wir dieses Verständnis von Lernen ernst – wir Erzieher mindestens genauso gefordert sind wie die Jugendlichen. Wir müssen unseren Blick auch auf unsere eigene Entwicklung lenken, nicht nur sehen wollen, wie weit wir andere gebracht haben. Die von uns formulierten „Kontrollfragen“ – Fragen wie: wo bleibt die Aktivität der Jugendlichen, wann haben Jugendliche in der letzten Zeit Erzieherentscheidungen rückgängig gemacht, wer beruft die Gruppenabende ein und bestimmt die Inhalte dort? – sind denn auch eher Fragen an unsere eigene Entwicklung als an jene der Jugendlichen.

5. Ist das Heim nun ein „lohnender Arbeitsort“?

Es dürfte deutlich geworden sein, daß sich die Frage weder mit „ja“ noch mit „nein“ beantworten läßt. Wir können versuchen, ihn uns und den Jugendlichen zu schaffen, müssen uns aber davor hüten, alles, was der Erreichung des Ziels widerspricht, uns selbst anzulasten. Umgekehrt können wir uns auch nicht selbst aus der Verantwortung stehlen. So müssen wir der massiven Kritik an der Heimerziehung offensiv unsere eigenen Erfolgskriterien gegenüberstellen, uns nicht in weitere Randständigkeit drängen lassen und uns für den Erhalt unserer Arbeitsbedingungen und für unsere gewerkschaftlichen Rechte als „Lohnerzieher“ einsetzen.

Für mich ist ein „lohnender Arbeitsort“ identisch mit den Bedingungen einer Institution für die Förderung von Lernprozessen, sowohl im Hinblick auf die Jugendlichen als auch im Hinblick auf uns selbst. Solche Bedingungen sind, wie wir in einer Arbeitsgruppe der bremischen Heimkonferenz formuliert haben:⁸

- der Grad der Offenheit eines Heimes für relevante Einflüsse von außen,
- der Grad des Rückgängigmachens von Ausgrenzungsprozessen gegenüber der Entstehung neuer heimspezifischer Verhaltensweisen,
- der Grad des Umfangs und der Qualität individuell abgestimmter Vereinbarungen (gegenüber dem Einsatz pauschaler Regelungen),
- der Grad an möglicher Intimität und Toleranz gegenüber zeitweise belastenden persönlichen Krisen,
- der Grad an Durchlässigkeit institutioneller Strukturen für Mitarbeiter und Bewohner,
- der Grad der Selbstbestimmtheit und Zielgerichtetheit persönlicher Lebensplanung der Kinder/Jugendlichen,
- der Grad der Übereinstimmung des Bewußtseins von eigenen Fähigkeiten und gesellschaftlichen Chancen mit der Realität,
- der Grad der Solidarität bei der Durchsetzung eigener Interessen.

Pädagogische Prinzipien unserer Arbeit

– Auszug* aus dem Modellbericht: Sozialpädagogische Wohngemeinschaft Sorsum –

Die Lebensbiographie der Jugendlichen ist in der Regel gekennzeichnet durch einen oder mehrere schwere Brüche im Verhältnis zu wichtigen Bezugspersonen. Dies hat die Jugendlichen mißtrauisch, abwehrend, aber auch suchend und fordernd gemacht.

Wir wollen eine Beziehung anbieten, die diesen Erfahrungen Rechnung trägt. Wir sind keine Großfamilie, denn es sind künstliche Beziehungen auf Zeit. Wir sind aber auch keine Aufpasser oder Verwalter von Jugendlichen. In Zusammenarbeit mit ihnen wollen wir für eine begrenzte Zeit Stütze sein, Mut machen, Vertrauen erfahrbar machen, Orientierung anbieten. Dies alles kann nur dann entstehen, wenn die Würde des Jugendlichen erhalten bleibt, wenn z.B. ein 16jähriges Mädchen als eigenständige Person angesehen wird. Dies ist der Grund, warum unser Haus absolut offen ist. Kein Zimmer ist abgeschlossen, auch nicht das Büro! Unser „Schlüssel“ ist die Identifikation mit dem Haus, mit der Situation. Immer wieder bezeichnen Jugendliche die Wohngemeinschaft als ihr Zuhause. Dies wird stark gefördert durch die eigenen selbst eingerichteten Zimmer, die Kontinuität der Bezugspersonen und die offene ehrliche Atmosphäre.

Der heimliche Kampf in vielen Heimen, „Erzieher gegen Jugendliche“ oder umgekehrt herrscht bei uns nicht. Wir lassen uns auf Kämpfe nicht ein, denn wir würden sicherlich auf Dauer verlieren und unsere Arbeit ad absurdum führen. Alle unsere Entscheidungen müssen transparent sein, Vorgänge und Finanzen der Wohngemeinschaft müssen nachvollziehbar sein. Mitbestimmung der Jugendlichen im Alltag versuchen wir zu fördern. Mitbestimmung bei Neuaufnahmen und Entlassungen gibt es grundsätzlich nicht, hier sind die Jugendlichen deutlich überfordert. Eine starre Sanktionsregelung gibt es bei uns nicht. Taschengeldentzug, Hausarrest oder Fernsehentzug oder ähnliches halten wir für kein sinnvolles pädagogisches Mittel. Das heißt nicht, daß alles gut und erlaubt ist. Bei Konflikten gibt es oft harte Auseinandersetzungen, und wenn wir das Gefühl haben, ausgenutzt zu werden oder den Jugendlichen gar nicht erreichen, gibt es das „Vierergespräch“, unsere härteste Sanktionsform. Natürlich äußern wir in bestimmten Fällen auch die Erwartung, daß ein Jugendlicher die nächsten Abende mal nicht in die Stadt fährt. Aber es bleibt seine Entscheidung; tut er es nicht, so folgt nicht automatisch eine andere Bestrafung.

Schule

Die Funktion der Schule liegt für uns nicht in erster Linie in der Wissensvermittlung. Für unsere Jugendlichen ist es in der Regel zunächst wichtig, sich überhaupt wieder an einen Tagesablauf zu gewöhnen. In den öffentlichen Schulen treffen sie auf „normale“ Jugendliche, dies erleben sie entstigmatisierend. Überhaupt hingehen, sich auseinandersetzen, nach einem Krach mit einem Lehrer am nächsten Tag wieder hingehen, neben vielen Vieren und Fünfen auch mal eine Drei schreiben, wenigstens einmal in der Woche die Hausaufgaben selbständig erledigen, das sind die kleinen wichtigen Schritte, die das Selbstbewußtsein fördern und in denen für uns der Sinn von Schule liegt. Bei jedem Zeugnisterrmin gehen wir alle zusammen essen und feiern. Die Schularbeitshilfe, die wir uns je nach Jugendlichen aufgeteilt haben, ist ein wichtiger Termin. Er wird positiv wahrgenommen, weil man dann endlich einen Sozi für sich hat und auch oft andere Dinge zusammen beredet.

Sexualität

Dadurch, daß wir bewußt Zärtlichkeit im Umgang miteinander zulassen, entwickeln sich auch recht offene Gespräche zum Thema Sexualität.

Die Koedukation ist ein sehr wichtiger Bestandteil unserer Konzeption, da gerade auf diesem Gebiet starke Verunsicherungen bei den Jugendlichen bestehen. Die Entkrampfung dieses angeblich so brisanten Themas führt u.a. dazu, daß die Jugendlichen ein eigenes Körpergefühl entwickeln und untereinander und mit uns offen über Probleme reden.

Zimmer

Jeder Jugendliche hat ein eigenes Zimmer, das beim Einzug zunächst leersteht. Er kann es dann selbst nach eigenen Wünschen anstreichen und mit uns zusammen einrichten. Gemeinsam suchen wir bei Haushaltsauflösungen und Sperrmüll die Möbel zusammen. Pflichtmöblierung besteht aus einem Schreibtisch, einem Stuhl und einem Bett. Wohnt der Jugendliche länger als ein halbes Jahr bei uns, kann er die Einrichtung beim Auszug mitnehmen. Die Zimmer sind Intimsphäre der Jugendlichen; Ordnung und Sauberkeit werden bei uns nur in Extremfällen beanstandet. Alle Jugendlichen entwickeln dadurch nach kurzer Zeit eine relativ hohe Identifikation mit dem Haus und damit mit ihrer Situation in der Wohngemeinschaft.

Das Team

Jeden Mittwoch Vormittag ist für ca. 3 Stunden Teamsitzung. Wir führen ein Protokollbuch, in dem wir unter anderem die Arbeitsaufträge für die nächste Woche eintragen, um damit eine gewisse Kontrolle zu haben. Jeden Mittwoch reden wir über die Situation der einzelnen Jugendlichen. Was ist gelaufen? Was muß in der nächsten Woche geschehen? Wie ist die Gesamtsituation des Jugendlichen im Moment zu bewerten? Außerdem werden Fragen des Teams organisiert – Urlaub, Dienstplan der nächsten Woche, Berichte von Tagungen und Konferenzen. Wollen zwei von uns am gleichen Tag frei haben oder auf die gleiche Tagung fahren und es kommt zu keiner Lösung, dann entscheidet das Los.

Nachbetreuung

Das Landesjugendamt Hannover finanziert durch Weiterzahlung des vollen Pflegesatzes bis zu drei Monaten eine Nachbetreuung. Wir haben mit dieser Regelung gute Erfahrungen gemacht. Der Jugendliche muß sich selbst um ein Zimmer bemühen, wir treten erst bei den konkreten Verhandlungen in Erscheinung. Während dieser drei Monate kann der Jugendliche den selben Service der Wohngemeinschaft in Anspruch nehmen wie jeder andere Jugendliche. Die Einrichtung der neuen Wohnung ist durch die eigenen Möbel kein Problem. Feste Gesprächstermine erleichtern zunächst den Übergang. Im Laufe der Wochen erwarten wir dann Initiative von den Jugendlichen. Melden sie sich nicht mehr, lassen wir nur noch selten von uns hören. In der Regel ist es jedoch so, daß die Jugendlichen immer mal wieder in der Wohngemeinschaft auftauchen, auch Monate später noch. Sie wissen, daß wir ihnen im Rahmen unserer Möglichkeiten helfen.

Mittagessen

Das gemeinsame tägliche Mittagessen, das in der Woche von einem Sozi gekocht wird, ist „Pflichtveranstaltung“. Es ist das einzige gemeinsame Essen am Tag, der Ort, an dem viele organisatorische Fragen besprochen werden und viele Stimmungen des Vormittags registriert und manchmal auch aufgefangen werden. Da die Busverbindung von Hildesheim nach Sorsum schlecht ist, fahren wir jeden Tag mit dem Bulli in die Stadt, um die Jugendlichen von ihren Schulen abzuholen. Wir meinen, der Aufwand lohnt sich – außerdem ist das Abholen eine positive Kontrolle.

Neuaufnahmen

Bei einer Neuaufnahme fahren zuerst zwei von uns Mitarbeitern zu dem Jugendlichen. Wir halten diesen Aufwand für wichtig, weil wir außerhalb unseres Hauses, in seiner bisherigen Umgebung, den Jugendlichen kennenlernen möchten. Hinzu kommt, daß diese Situation für den Jugendlichen mehr Sicherheit und damit Offenheit bedeutet. Wir berichten von unserer Wohngemeinschaft und vereinbaren ein Telefongespräch, bei dem dann ein Termin in der Wohngemeinschaft festgemacht wird. Der Jugendliche ist dann für 2–3 Stunden unser Gast und wird den anderen Jugendlichen vorgestellt. Danach haben beide Parteien dann noch 1–2 Tage Bedenkzeit. Zieht er dann ein, ist er von Anfang an ein vollwertiges Mitglied in der Gruppe. Eine Probezeit gibt es nicht. Äußert ein Jugendlicher, daß er nicht zu uns will, nehmen wir ihn nicht auf.

* Die vollständige Broschüre ist für DM 8,- zu beziehen beim Verlagswerk der Diakonie, Kniebisstr. 29, 7000 Stuttgart 1

Dienste

In der Wohngemeinschaft gibt es Küchen-, Flur-, Bäder- und Außendienst. Alle Dienste wechseln wöchentlich. Wird ein Dienst nicht gemacht, wird der Jugendliche auf dem nächsten Gruppenabend zur Rede gestellt. Läuft dienstmäßig gar nichts mehr, wird eine Krisensitzung einberufen und das Problem zur Diskussion gestellt. Da alle bei uns wohnen wollen, reicht in der Regel ein ernsthaftes Gespräch aus.

Besuch

Obwohl unsere Haustür immer offen ist, erwarten wir, daß der Besuch klingelt und wir informiert sind. Genauso meldet sich jeder Jugendliche ab, wenn er das Haus verläßt.

Alkohol und Drogen

In der Wohngemeinschaft ist der Alkohol- und Drogengenuß nicht gestattet. Aufgrund einschlägiger Erfahrungen lassen wir in diesem Punkt nicht mehr mit uns diskutieren. Bei Festen kaufen wir begrenzte Mengen Alkohol ein und trinken sie gemeinsam.

Gruppenabend

Jeden Mittwoch von 18 Uhr bis 20 Uhr ist Gruppenabend, der sowohl für Jugendliche als auch für Mitarbeiter verpflichtend ist. Es ist ein Forum für organisatorische Fragen, Wohngemeinschaftskonflikte und auch für inhaltliche Themen. So haben wir z.B. jeweils einige Abende über die Themen Liebe, Gewalt, Sexualität, Gruppe, Konfliktlösungen etc. geredet. Wir versuchen,

die Gruppenabende möglichst positiv zu gestalten, um die Jugendlichen zur freiwilligen Teilnahme zu bewegen. Dies gelingt nicht immer. Wir wünschen uns an diesem Punkt selbst noch mehr Kreativität.

Außenkontakte der Jugendlichen

Die meisten Jugendlichen haben große Probleme mit Außenkontakten. Viele ziehen sich in die Wohngemeinschaft zurück und scheuen den Kontakt mit Gleichaltrigen. Aus diesem Grund sehen wir es sehr gerne, wenn Jugendliche Besuch bekommen – allerdings möchten wir davon erfahren. Bisher ist es uns bei keinem Jugendlichen gelungen, ihn in einen Verein zu integrieren. Alle Versuche, z.B. in einem Sportverein, sind gescheitert. Die Jugendlichen können bis 23 Uhr Besuch haben beziehungsweise müssen bis 23 Uhr in der Wohngemeinschaft sein. Übernachtungen bei Freunden müssen mit den Eltern der Freunde und uns abgesprochen werden.

Gemeinschaftserlebnisse

Es hat sich für die Arbeit als sehr wichtig herausgestellt, Weihnachten und Geburtstage gemeinsam, d.h. mit allen Jugendlichen und Mitarbeitern, zu feiern. Darüberhinaus fahren wir gemeinsam in Urlaub und verbringen auch Wochenenden im Harz. Diese Unternehmungen sind für die Jugendlichen verunsichernd im positiven Sinne, da sie aus dem Schonraum Wohngemeinschaft in fremde Umgebung kommen. Die Aktionen werden zusammen mit den Jugendlichen langfristig und vorsichtig geplant und organisiert.

Rolf Podgornik

Arbeitszeitrecht, Dienstplanungsgestaltung und die pädagogische Aufgabenstellung in der Heimerziehung

Anforderungen an den Erzieherberuf aus der Sicht der Kinder und Jugendlichen

Das nachstehende Referat basiert auf meinen Erfahrungen bei der Wandlung von einem Schichtdienstheim zum Wohngruppenverband. Der inzwischen 15jährige Entwicklungsprozeß ließ mich die Möglichkeiten und Grenzen einer Dezentralisierung von Heimpädagogik erfahren. Zusammenfassend läßt sich diese Entwicklung an folgenden Veränderungen der pädagogischen Konzeption verdeutlichen:

- Förderung der angestrebten Lernprozesse durch massiven Abbau institutionsbedingter Barrieren
- Umfunktionierung von Heimgruppen in Wohngruppen
- Schaffung echter Lebensgemeinschaften zwischen Kindern und Erwachsenen und dadurch
- Herstellung zuverlässiger und überdauernder Beziehungsverhältnisse für unsere Kinder und Jugendlichen.

Ich sehe darin die zeitgemäße Verwirklichung pädagogischer Erkenntnisse, die an sich nicht neu sind, die aber entsprechend den sich verändernden Lebensbedingungen in einer Gesellschaft ständig neu geleistet werden müssen. Hieraus ergeben sich nicht zuletzt auch Konsequenzen hinsichtlich einer entsprechenden neuen Bewertung der Arbeit des Erziehers im Heim.

Zur Situation der Kinder in Heimen

Heimerziehung ist – neben der Pflegestelle – die einzige Maßnahme der Jugendämter, die einem Kind oder Jugendlichen für einen begrenzten Zeitraum oder auf Dauer Elternersatz bieten muß. Alle anderen Jugendhilfemaßnahmen, wie Kindergarten, Kinderhort, Tagesstätte, Erziehungsberatung, Freizeitheim sind entweder zu bestimmten Tageszeiten für die Kinder tätig oder wirken beratend in den Familien. Damit decken sie Teilbereiche in der Erziehung der Minderjährigen ab und ergänzen die elterliche Erziehung, die als Hauptbestandteil der emotionalen Basis bestehen bleibt. Das Kind im Heim dagegen ist in bestimmten Lebenssituationen auf einen völligen Ersatz für die ausgefallene Familie angewiesen. Dieser Ersatz darf das Kind in seiner Notsituation nicht auch noch verunsichern, sondern muß vor allem die emotionale Substanz für diese Krisenphase sichern können.

In Pädagogik und psychologischer Forschung gilt es als eine allgemein anerkannte Tatsache, daß neurotische Störungen durch wechselndes erzieherisches Verhalten verursacht werden.

Beim Schichtdienst seiner Erzieher ist aber das Kind im Heim gezwungen, ein durch Arbeitszeitordnung und Tarifvertrag für den Erziehungsdienst indiziertes System über sich ergehen zu lassen. Es wird gezwungen, seine Probleme mit dem diensttuenden Erzieher zu besprechen. Es kann, dadurch bedingt, keine feste Bezugsperson finden, die schon bei einer normalen Entwicklung notwendig ist.

Hier schließt sich der Teufelskreis: das in seinem Bezugsfeld Familie schon gestörte Kind kommt ins „Heim“ – und wird dort systematisch mit aller Gewalt des derzeitigen Arbeitsrechts seelisch zwischen den einzelnen dienstleistungsorientierten Arbeitsabläufen zerrieben.

Zur Situation der Erziehungspersonen in Heimen

Die Rolle des Erziehers – als „Ersatzeltern“ tätig sein zu müssen – und die daraus resultierende Verantwortung für das Kind lassen eine 40-Stunden-Woche mit industrieorientierten Dienstplangestaltungen nicht zu. Heimerziehung kann auch nicht nach Dienstleistungsprinzip der Behörden geleistet werden. Es geht um lebensentscheidende Entwicklungskriterien für ein Kind. Die 40-Stunden-Arbeitszeit-Entwicklung in der Heimerziehung wurde durch die arbeitsrechtlichen Bestimmungen in ihrer heutigen Praxis geprägt.

Der Personalzuwachs durch die Einführung der tariflichen Arbeitszeit hat die Heimerziehung vor bis heute nicht bewältigte Probleme geführt.

Da aber die Ersatzerziehung im Heim eine Pädagogik im Sinne des Kindes sein soll und muß und der Erzieher nicht ohne Erfolgsanspruch an seine Arbeit in diesem auf Hilfe ausgerichteten Beruf tätig sein kann, müssen die schädlichen Auswirkungen des Schichtdienstes bei Kindern auch den Erzieher selbst physisch und psychisch deformieren. Wer innerhalb eines Schichtdienstes nach AZO behauptet, der geistig-seelischen Entwicklung der Kinder zu entsprechen, handelt unpädagogisch. Selbst bei Enten hat der Verhaltensforscher Konrad Lorenz durch regelmäßigen Mutteraustausch art-ungemäße Verhaltensweisen festgestellt.

Der Heimerzieher braucht in seinem Beruf nicht nur Arbeitsbedingungen, die ihm Zeit für sein Privatleben lassen, sondern er

braucht vor allem Befriedigung in seiner Tätigkeit, also das Bewußtsein, in seinem Beruf wirklich dem Kind zu helfen, jedenfalls aber dem Kind nicht zu schaden. Dem steht die Stellungnahme z. B. der Gewerkschaft Öffentliche Dienste, Transport und Verkehr zur „Arbeitszeit im Heim“ (1977) entgegen. Diese Stellungnahme behandelt die Interessen der Kinder und die besondere fachliche Situation des Erziehers im Heim ohne fachlichen Bezug. Es heißt hier: „Grundsätzlich muß festgestellt werden, daß wir nicht aus der Solidaritätsgemeinschaft aller im öffentlichen Dienst Beschäftigten ausbrechen und für den Heimbereich Sonderregelungen für die Arbeitszeit vereinbaren können.“

Gerade der qualifizierte Heimerzieher muß da anderer Meinung sein; denn für ihn ist jedes ihm anvertraute Kind so wertvoll, daß für diesen einzigartigen Dienst innerhalb der Palette der Jugendhilfe ein Sondertarifvertrag für Heimerzieher erforderlich ist. Wer eine pädagogische Ausbildung für die Arbeit im Heim abgeschlossen hat und sich als Fachkraft für diese Arbeit berufen fühlt, der will keine „Totengräberpädagogik“ im Sinne der AZO oder des Tarifvertrages betreiben. Seine besondere Qualifikation kann in zweifacher Sicht – einmal die rein fachliche, zum andern die ethische, die der Erzieher im Heim für seine Arbeit benötigt – nicht mit allgemeinen Diensten der öffentlichen Hand verglichen werden. Nie würde zum Beispiel die Gewerkschaft bei Ärzten im öffentlichen Dienst dies durchsetzen können. Die gesellschaftspolitische Leistung des Erziehers im Heim – und damit verbunden die soziale Wertung seiner beruflichen Rolle – hängt sehr eng mit der fachlichen Motivation seines Einsatzes zusammen.

Die Gewerkschaften haben die schrittweise Einführung der 35-Stunden-Woche zu ihrem nächsten gesellschaftspolitischen Ziel ernannt. Sicher wird in vielen Berufen dieses Ziel eine gerechtere Lösung des Problems der Arbeitsverteilung auf alle Menschen bedeuten. In der Heimerziehung bedeutet dieser Schritt jedoch das Ende jeder erfolgreichen Pädagogik. Die damit verbundenen Personalaufstockungen sind nicht zu verkraften. Sehr bald sind dann für die Kinder Hotelgutscheine der Jugendämter eine sinnvollere Maßnahme als Heimerziehung. Wir Heimerzieher müssen den Gewerkschaften alternative Modelle anbieten und die fachliche Besonderheit des Berufsbildes Heimerzieher deutlich aufzeigen.

Gemeinsame Interessen

Kinder im Heim haben keine Lobby, wenn nicht der Erzieher diese für die Kinder wahrnimmt. Die Wahrnehmung der Interessen des Kindes lassen in der sozialen Skala auch seine Einschätzung wachsen. Hier hat die Entwicklung der letzten Jahre durch Kleinstheime und Erziehungswohngruppen im ganzen Bundesgebiet beachtliche Schritte getan. Viele Erzieher, die in großen Heimen die pädagogisch notwendigen Entwicklungen für die Heimerziehung nicht realisieren konnten, haben eigene kleine Heime oder Wohngruppen gegründet oder die Arbeit aufgegeben. Die Zahl der Erzieher in Heimen ist nicht bekannt. 55000 Kinder werden z. Z. in Heimen betreut. Internate sind ein weiteres Kapitel in der Erziehungsarbeit.

Die einzige für alle Beteiligten brauchbare und vom pädagogischen Auftrag vertretbare Lösung liegt in einem vernünftigen Kompromiß. Dieser ist heute faktisch nur noch zu erzielen, wenn man die tarifrechtlich festgelegte 40-Stunden-Woche und eine heute zugestandene Gruppengröße von etwa sechs Kindern zur Berechnungsgrundlage macht und aus ihr dann allerdings neue unkonventionelle Regelungen zur Gruppengröße, Anzahl der Mitarbeiter und Arbeitszeit ableitet.

Viele Kleinstheime und Erziehungswohngruppen arbeiten bereits nach diesem Prinzip. Die Erzieher können sich ihre Dienst- und Arbeitszeit nach den Bedürfnissen ihrer (möglichst sechs Kinder starken) Gruppe und in verantwortlicher eigener Abwägung ihrer persönlichen Interessen selbst einteilen und müßten dafür ihren Anspruch auf feste Arbeitszeiten aufgeben. Eine exakte Trennung von Dienstzeit, Anwesenheitszeit (auch Bereitschaftsdienst) und Freizeit, wie sie nach dem Arbeitsrecht für Angestellte zwar gefordert, aber in der Realität oft nicht einzuhalten ist, ist bei der hier empfohlenen Regelung auch offiziell nicht mehr verlangt.

Dieses Modell entspricht vermutlich nicht nur den Vorstellungen der Mitarbeiter, sondern auch der beruflichen Aufgabe selbst am ehesten. Ein verantwortliches Zusammenleben von Erwachsenen mit Kindern und Jugendlichen läßt sich nicht in die starren Regeln des Arbeitsrechts für Angestellte pressen.

Konsequenzen und Forderungen

Wir fordern für Kinder in Heimen die Erfüllung des Rechtes, das anderen Kindern selbstverständlich zugestanden wird, nämlich das Recht auf ein dauerhaftes Zusammenleben mit bestimmten

Menschen. Die strukturellen Bedingungen der Heime, die Ausbildung und die Arbeitsbedingungen der Erzieher im Heim müssen so gestaltet sein, daß dieses Recht erfüllbar wird.

Wir müssen für Kinder in Heimen Bedingungen schaffen, die es ihnen ermöglichen, in der Zeit und in dem Umfang, die ihre individuelle Auffälligkeit zuläßt, die eigenen Erfahrungen zu sammeln und die Fähigkeiten zu entwickeln, die für eine selbständige Lebenshaltung notwendig sind. Gesetze, Tarifverträge, Verordnungen und Dienstanweisungen sind so zu gestalten, daß sie die Erfüllung dieser Rechte nicht verhindern: sie sind ggf. zu ändern. In keinem Fall dürfen sie höher gestellt werden als das Recht des Kindes. Wir müssen alle unverhältnismäßigen Anpassungserwartungen an unsere Kinder im Heim ablehnen.

Wir müssen die Vertrauensunfähigkeit, die Resignation und die Delinquenz vieler dieser Kinder und Jugendlichen als Überlebensstrategie begreifen, die es ihnen ermöglicht, trotz Ablehnung, Isolierung und Abschiebung noch zu existieren. Wir müssen erkennen, daß diese Kinder und Jugendlichen Vertrauen in sich selbst und in die Erwachsenenwelt nur langfristig aufbauen können. Sie verharren notwendigerweise oft lange Zeit in ihrem bisherigen Verhalten. Erst nach langem und kontinuierlichem Zusammenleben mit menschlich warmen und in ihrem Verhalten echten Erziehern, die sich selbst und ihre Mitwelt realistisch wahrnehmen können, gelingt es, Kinder und Jugendliche durch Heimerziehung emotional stabiler werden zu lassen und damit ihre weitere Selbständigkeit zu sichern.

Die besondere pädagogische Aufgabenstellung in der Heimerziehung erfordert besondere Regelungen durch eigene Tarifabsicherungen – wie in anderen Berufsgruppen mit besonderen Aufgaben.

Wir fordern:

- einen Sondertarifvertrag für Erzieher im Heim, der der Eigenart der Tätigkeit entspricht,
- eine höhere Grundeinstufung dieser besonderen Arbeit nach BAT, die nicht an quantitativen Merkmalen orientiert ist,
- eine unkomplizierte Anerkennung und Vergütung von notwendigen Überstunden,
- einen Anspruch auf mehr Urlaub, der individuell von jedem Heim geregelt werden soll,
- eine Änderung der Arbeitszeitordnung, die dem fachlichen Erziehungsauftrag im Heim gerecht wird,
- eine Herabsetzung des Ruhestandsalters für alle im Wechseldienst tätigen pädagogischen Mitarbeiter in einem Heim.

Die Herabsetzung der Altersgrenze für alle im Wechseldienst tätigen pädagogischen Fachkräfte ist eine Forderung, die unabhängig von allen anderen Problemen zu sehen ist. In Heimen haben Erzieher mehrfach gestörte Kinder und Jugendliche zu erziehen, wobei an alle beteiligten Personen höchste Anforderungen gestellt werden. Hierbei ist der Erzieher wie der Heimleiter gleichermaßen belastet. Die Erfahrungen zeigen, daß solche Fachkräfte im fortgeschrittenen Alter nicht mehr die erforderliche physische und psychische Kraft für die beruflichen Anforderungen besitzen. Die Folge ist eine unfachgemäße Erziehungsarbeit und ein extremer Abbau des Gesundheitszustandes.

Deshalb ist es für alle im Wechseldienst tätigen pädagogischen Mitarbeiter im Heim nach mindestens 20jähriger Betreuungs- und Erziehungsarbeit mit mehrfach gestörten Minderjährigen erforderlich, schon vor Vollendung des 65. Lebensjahres auf Antrag aus dem Arbeitsverhältnis ausscheiden zu können, wenn man mindestens das 50. Lebensjahr vollendet hat. Diese Forderung wird von fast allen Fachverbänden und Fachgremien vertreten.

Bis heute sind die meisten Erzieher in Heimen nicht gewerkschaftlich organisiert. Die Gewerkschaften haben sich auch bisher nicht sonderlich mit der aufgeführten speziellen Problematik der Erzieher in Heimen beschäftigt. Die einseitige Stellungnahme der Gewerkschaft ÖTV zeigt in sich die große fachliche Unausgewogenheit und Unsicherheit sehr deutlich.

Bei Fachtagungen der verschiedenen Berufsverbände wird die Frage der Mitgliedschaft in einer Gewerkschaft häufig belächelt oder gar abgelehnt. Ich halte die Mitgliedschaft für notwendig und sinnvoll, wenn die Gewerkschaften bereit sind, auf die besondere fachliche Problematik der Heimerziehung einzugehen. Hier ist für die Gewerkschaften noch ein Mitarbeiterpotential zu gewinnen, um das es sich auch zahlenmäßig zu kämpfen lohnt. Inwieweit Berufsverbände ihren zahlreichen Mitgliedern einen Beitritt empfehlen können, wird von der weiteren Entwicklung dieser lebenswichtigen Fragen für Kinder und Mitarbeiter in Heimen abhängen.

Bestellschein

- ☐ **Dabei oder nicht dabei?**
H. Tuggener/U. Morf-Rohr. 275 Seiten, kart. Fr. 35.-/DM 42.-
- ☐ **Behinderte Jugendliche: Soziale Isolierung oder Partizipation?**
Ergebnisse einer repräsentativen Umfrage. A. Bächtold. 478 Seiten, kart. Fr. 48.-/DM 55.-
- ☐ **Unabhängigkeit im Alter**
Ein theoretisch-empirisches Konzept. E. Wieltchnig. 255 Seiten, kart. Fr. 28.-/DM 34.-
- Die wirtschaftliche Lage der Rentner in der Schweiz**
W. Schweizer
Band I Textband. 351 Seiten, kart. Fr. 38.-/DM 42.-
Band II Tabellenband. 298 Seiten, kart. Fr. 38.-/DM 42.-
- ☐ **Kosten in der offenen und geschlossenen Altershilfe**
Band I der Gesamtberichterstattung "Kosten und soziale Integration in der offenen und geschlossenen Altershilfe". E. Rieben. 278 Seiten, kart. Fr. 32.-/DM 40.-
- ☐ **Integration in der offenen und geschlossenen Altershilfe**
Band II der Gesamtberichterstattung "Kosten und soziale Integration in der offenen und geschlossenen Altershilfe". R. Zimmermann. 328 Seiten, kart. Fr. 38.-/DM 46.-
- ☐ **Erwachsen werden**
Ergebnisse und Folgerungen aus einer Repräsentativbefragung. R. Blancpain/P. Zeugin/
E. Häuselmann, unter Mitarbeit von M. Peters und J. Scheidegger. 306 Seiten, kart. Fr. 32.-/DM 38.-
- ☐ **Das Jugendziehungsheim als Faktor der sozialen Integration**
M. Boehlen. 478 Seiten, 169 Tabellen, kart. Fr. 60.-/DM 72.-
- ☐ **Sozialpaket Schweiz**
Ein Wegweiser durch die Einrichtungen der Sozialen Sicherheit und der Sozialversicherung der Schweiz. J. Stöckli. 120 Seiten, geb. Fr. 24.-/DM 29.-

Für Ihre Bestellung bitte die gewünschten Titel ankreuzen und das ganze Blatt senden an:

Buchhandlung Paul Haupt, Falkenplatz 14, CH-3001 Bern 031 23 24 25

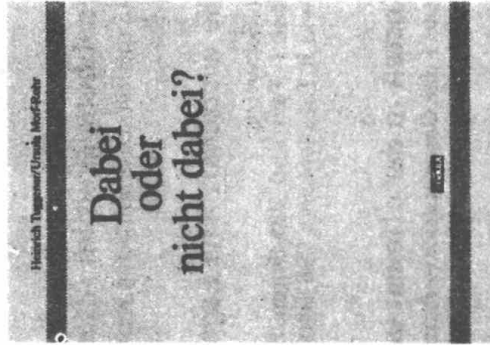
Absender: _____

Lieferungen ins Ausland erfolgen gegen Vorausrechnung oder Nachnahme. Gewünschtes bitte kennzeichnen.

Dabei oder nicht dabei?

Jungsein und Altsein in der Schweiz
Ergebnisse aus dem Nationalen Forschungs-
programm 3 "Probleme der sozialen Integra-
tion in der Schweiz"

Prof. Dr. Heinrich Tuggener, Universität Zürich
Dr. Ursula Morf-Rohr, Lehrbeauftragte an der
Universität Zürich
275 Seiten, 33 Abbildungen, 50 Tabellen,
kart. Fr. 35.-/DM 42.-



In 13 Forschungsprojekten, die von Forschungsgruppen verschiedener Disziplinen und verschiedener universitärer und privater Institutionen der deutschen und französischen Schweiz realisiert wurden, konnten Problemsituationen und -verläufe bei Jugendlichen und Betagten erfasst und analysiert werden; die dabei gewonnenen Erkenntnisse wurden hinsichtlich ihrer praktischen Bedeutung für präventive und reparative Massnahmen bei Jugendlichen und Betagten interpretiert und formuliert.

Heinrich Tuggener und Ursula Morf-Rohr haben damit eine Publikation herausgebracht, die sich an entsprechende Institute der Universitäten, Organisationen der Jugend- und Altershilfe, aber auch an mit Jugend- und Altersfragen konfrontierte Bundes- und kantonale Ämter richtet.

Bestellschein und weitere Titel
zum Thema: siehe Rückseite!

haupt

VERLAG PAUL HAUPT BERN UND STUTTGART

INTERNATIONALER ARBEITSKREIS SONNENBERG

Gesellschaft für Kulturaustausch e.V.

Sonnenberg International Centre Centre International du Sonnenberg



Das Internationale Haus Sonnenberg nimmt Jahr für Jahr Tausende von Gästen aus aller Welt auf. Über 200 Seminare und Konferenzen stehen jährlich im Programm.

Der Komplex des Internationalen Hauses liegt auf einer großen Waldwiese bei St. Andreasberg im Oberharz. (Luxemburg-Limburg-Kassel-Göttingen-Osterode-St. Andreasberg)

Arbeitseinheiten gibt es vormittags und abends. Die Nachmittage sind programmfrei. Studienfahrten und Besichtigungen vervollständigen das Programm.

Im gemeinsamen Lernen und Erleben sollen Vorurteile überwunden und Lösungen gefunden werden, die verantwortliches Handeln erleichtern. Für 1986 möchten wir ganz besonders auf diese Tagungen aufmerksam machen:

- 15.3.-22.3. Selbsthilfe und Mitwirkung Betroffener bei der Rehabilitation Sprachbehinderter und Hörgeschädigter. DM 265,-
- 22.3.-27.3. Internationale Berufspädagogen-Tagung (Niederlande)
- 5.4.-13.4. Zum Beispiel **Freinet**...-Die Bedeutung der Reformpädagogik für Unterrichtsgestaltung und soziales Lernen. DM 295,-
- 1.5.-10.5. Massenmedien und Meinungsbildung (für behinderte Jugendliche) DM 190,-
- 12.5.-20.5. Gemeinsam leben, gemeinsam lernen-Möglichkeiten und Modelle einer integrativen Erziehung behinderter und nichtbehinderter Kinder. (Für betroffene Familien und für Fachleute) DM 295,-215,- Kinder 210,-
- 13.7.-19.7. Ist unser Sprachunterricht noch eine Hilfe zur menschlichen Kommunikation? (Schweiz)
- 28.8.-4.9. Maßnahmen zur Förderung und sozialen Eingliederung von Menschen mit schwerer geistiger Behinderung. DM 265,-185,-
- 10.10.-18.10. Ansätze zum sozialen Lernen im Unterricht-Ein internationaler Vergleich (mit Kinderbetreuung) DM 295,-215,- K. 110,-
- 2.11.-9.11. Migration und Gesundheit-Ein deutsch-britisch-niederländischer Vergleich. (Sozialarbeitertagung) DM 265,-185,-
- 24.11.-1.12. Gemeindenahe Behinderten Arbeit-was heißt das und was kann sie leisten? DM 265,-155,-
- 14.12.-20.12. Der Beitrag der Berufsberatung zur Verbesserung der Berufsorientierung im allgemeinen Schulwesen. DM 240,-165,-

Anmeldung: Yvonne MAJERUS, 25, M. Muller-Tesch, ESCH-ALZETTE Tel: 55 32 07

I N A U G U R A T I O N D U S A E M O

LUNDI, le 7 octobre 1985

+++++

Le S.A.E.M.O. (Service d'Aide Educative en Milieu Ouvert) inaugure son service au 34, rue Michel Welter. Cette inauguration est destinée aux jeunes Adultes Handicapés fréquentant régulièrement ou irrégulièrement ce service.

OBJECTIFS ET BUTS

L'objectif de notre Ligue H.M.C. depuis 5 années que le SAEMO existe est "d'améliorer le sort des adultes mentalement et cérébralement handicapés" (statut art. 2)

Le Service d'Aide Educative en Milieu Ouvert se propose justement d'éviter à des adultes handicapés mentaux et sociaux l'institutionnalisation totale qui les guette au moment de devoir résoudre SEULS des problèmes de vie (Travail, logement, relation).

Nous avons pu faire l'expérience que certaines personnes adultes moyennement handicapées mentales ou cérébrales, peuvent encore assumer des exigences et des rôles sociaux normaux à condition qu'on les aide et conseille de façon très personnelle, qu'on les sorte de leur isolement relationnel et qu'on leur offre un secours d'hébergement associé à un encadrement social.

L'hébergement est devenu notre souci majeur, et l'impossibilité de loger des jeunes risque de nous les éloigner définitivement et de les perdre socialement.

La solution de les héberger au 4, Bv. d'Avranches, était une solution chère et très limitée : (2chambres, un bureau pour l'éducateur spécialisé et un salon)

Voilà pourquoi nous avons cherché - et depuis longtemps à louer plus grand et moins cher. Finalement, la CARITAS à bien voulu nous céder une maison à trois appartements.

CARACTERISTIQUES DE L'IMMEUBLE

L'immeuble en question se trouve en zone urbaine dans un quartier constitué principalement de vieilles maisons unifamiliales ou de rapport et de quelques bâtisses nouvellement construites comprenant des appartements, bureaux, commerces ou entrepôts.

Située dans une rue calme et mi-piétonne, la maison n'en est pas moins très proche (100 à 150m) du quartier de la "Gare" très animé avec ses centres commerciaux, ses restaurants toutes catégories, sa clinique, ses services sociaux tout en offrant un "point de chute" et un certain retrait protecteur.

Notre optique de répartition de l'ensemble des 12 pièces de la maison est celle de constituer des "unités de vie" plus ou moins autonomes. Chambre(s) à coucher + cuisine + salle de bain et WC doivent faire un tout au niveau de chaque étage afin d'éviter une promiscuité inutile et afin d'insister sur le caractère "appartement" et responsabilité propre. Tout cela par opposition aux concepts de "foyer communautaire" ou "service" et partage communs. Ces dernières caractéristiques ne profitent plus à des adultes, fussent-ils handicapés. Au contraire, l'insistance (raisonnable) sur la responsabilité pour ses propres meubles et sur la nécessité d'un espace intime favorise l'individualisation et la perception des droits et terrains de l'autre.

- Au 1er étage - outre l'unité de vie composée d'une chambre à coucher, d'une cuisine-salle de bain et d'un WC est installé un bureau administratif et d'accueil du SAEMO . La seule salle de séjour est destinée aux visiteurs, aux réunions rassemblant les "locataires", aux soirées d'amis, de télé, de fêtes communes.

- Au 2ième étage - (comparable au premier) Nous avons trois chambres individuelles. Les locataires se partagent la cuisine et la salle de bain.

- Au 3ième étage, nous avons deux chambres et une cuisine salle de bain. au même étage une petite salle de séjour avec télé.

Il y a donc six personnes handicapées qui sont logées dans les trois appartements encore qu'une dizaine d'autres sont, et doivent être suivies intensément par le service qui leur a cherché des logements à l'extérieur. Ces dernières personnes sont donc en instance de réaliser une expérience décisive d'autonomie en milieu ouvert. Elles représentent la population-test qui devra apporter la preuve que certains, jugés trop vite "incapables" peuvent s'adapter relativement bien pour peu qu'ils bénéficient :

1. du contact avec une personne de référence
2. d'un lieu de rencontre avec d'autres (en l'occurrence le bureau et la salle de séjour du SAEMO).

Pour ce qui est de l'encadrement, une petite équipe de base assure le bon fonctionnement du S.A.E.M.O. Le responsable Monsieur Jean-Luc BECKER est appuyé par le soutien de Monsieur N. EWEN sur le plan des admissions, réflexions éducatives, analyse institutionnelle. Ces derniers sont aussi les créateurs du projet du SAEMO en 1980.

En juin 1985, étant donné l'ampleur du travail et la forte disponibilité qu'il faut sans cesse déployer, une monitrice en la personne de Mlle Michèle DESCHENAUX, a été embauchée pour une plus grande efficacité du Service.

En présence du ministre Jean Spautz

Inauguration du Service d'aide en milieu ouvert (SAEMO)

Au 34 de la rue Michel-Welter à Luxembourg-Gare a été inauguré, hier soir, le S.A.E.M.O. (Service d'aide éducative en milieu ouvert). Cette maison est destinée aux jeunes adultes handicapés fréquentant régulièrement ou par intermittence ce service.

Il a appartenu à M. Norbert Ewen, professeur-psychologue attaché au SAEMO, d'en souligner les objectifs. Le Service d'aide éducative en milieu ouvert se propose d'éviter à des adultes handicapés mentaux et sociaux, l'institutionnalisation totale qui les guette au moment de devoir résoudre seuls des problèmes de vie, qu'il s'agisse du travail, du logement ou des relations.

Le SAEMO a fait l'expérience que certaines personnes adultes, moyennement handicapées mentales ou cérébrales, peuvent encore assumer des exigences et des rôles sociaux normaux, à condition qu'on les conseille de façon très personnelle, qu'on les sorte de leur isolement relationnel et qu'on leur offre un secours d'hébergement associé à un encadrement social. L'hébergement est devenu le souci majeur du SAEMO, car l'impossibilité de loger des jeunes risque de les éloigner et de les perdre socialement.

Le nouvel immeuble de la rue Michel-Welter comprend trois étages et se trouve en zone urbaine. Dans l'optique des responsables, la répartition de l'ensemble des douze pièces de la maison est celle de constituer des « unités de vie » plus ou moins autonomes, par opposition aux concepts de « foyer communautaire », afin d'éviter une promiscuité inutile et pour insister sur le caractère « appartement » et responsabilité propre.

Il y a actuellement six personnes handicapées qui sont logées dans les trois appartements, alors qu'une dizaine d'autres sont et doivent être suivies intensément par le service qui leur a cherché des logements à l'extérieur. Ces dernières personnes sont donc en instance de réaliser une expérience décisive d'autonomie en milieu ouvert. Elles représentent la population-test qui devra apporter la preuve que certains handicapés, jugés trop vite incapables, peuvent s'adapter relativement bien pour peu qu'ils bénéficient d'un

contact avec une personne de référence et d'un lieu de rencontre avec d'autres, dans le cas présent le bureau et la salle de séjour du SAEMO.

Pour ce qui est de l'encadrement, une petite équipe de base assure le bon fonctionnement du service. Le responsable, M. Jean-Luc Becker, est avantagusement appuyé par M. Norbert Ewen sur le plan des admissions, réflexions éducatives, analyse institutionnelle. MM. Becker et Ewen sont aussi les créateurs du projet SAEMO en 1980.

Fin juin 1985, étant donné l'ampleur du travail et la forte disponibilité qu'il faut sans cesse déployer, une monitrice, en la personne de Mlle Michèle Deschenaux, a été embauchée pour une plus grande efficacité du service.

Le ministre, M. Jean Spautz, a félicité la dynamique équipe pour son dynamisme ainsi que ses collaborateurs qui, depuis des mois, ont eux aussi mis la main à la pâte sur le plan administratif pour ainsi parfaire l'œuvre engagée.

M. Jacques Leblanc, président du Comité technique international de l'Association internationale des éducateurs de jeunes inadaptés, a rendu lui aussi un chaleureux hommage aux initiatives du SAEMO et particulièrement à M. Jean-Luc Becker qui s'était déjà révélé être l'une des chevilles ouvrières, lorsque s'est tenu à Luxembourg, en 1981, un colloque consacré au champ d'action spécifique de l'éducateur spécialisé.

La nouvelle maison fut encuite bénie par l'abbé Klein, directeur de la Caritas, organisme qui a également contribué à l'œuvre inaugurée hier.

Une assistance très nombreuse a honoré de sa présence cette cérémonie ; nous avons reconnu plusieurs responsables de la Ligue HMC, dont M. Emile Hemmel. La ville était représentée par le commissaire René Bous, responsable des agents de quartier.

Un vin d'honneur a clôturé l'inauguration et a permis un échange d'impressions entre le public et les responsables et entre le public et les nouveaux pensionnaires du 34 de la rue Michel-Welter.



De nombreux invités ont assisté à l'inauguration du SAEMO.

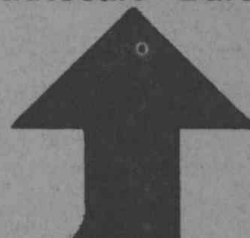
Pour vos excursions
en autocar,
demandez notre choix
de programmes pour
sociétés et notre brochure
des circuits organisés
à travers toute l'Europe.
Keispelt Tél. 301-46 (3 lignes)
Eischen Tél. 396-31

Pour vos voyages en train,
en avion, en bateau et
avec votre voiture privée,
adressez vous au
bureau de voyages
«4-Saisons»,
11, avenue de la Liberté,
Luxembourg
Téléphone 21188



Demy Cars

Entreprise d'autocars Bureau de voyages



EICHER FRERES
s. à r. l.

STRASSEN - 120, route d'Arlon

Téléphones: 31 88 19 - 31 03 61,

Exposition permanente d'installation de dessin, de machines et appareils

pour la reproduction et les arts graphiques, mobilier scolaire.

Petite Fleur



La forme originale est inspirée par d'anciennes pièces d'orfèvrerie et d'argenterie de style Louis XIV. Créée vers 1780 à Septfontaines-lez-Luxembourg elle fut très populaire au début du 19^{ème} siècle. Mr. Ludwig Scherer, designer à la Faïencerie de Luxembourg, développa à partir de pièces originales un assortiment élégant de flair romantique. Le décor PETITE FLEUR créé par Christine Reuter ravit par son élégance les amateurs de porcelaine fine. PETITE FLEUR s'achète pièce par pièce avec une garantie de réassortiment jusqu'en 1990. Elle est garantie lave-vaisselle comme tous les décors VILLEROY & BOCH.

VILLEROY & BOCH s.à r.l.

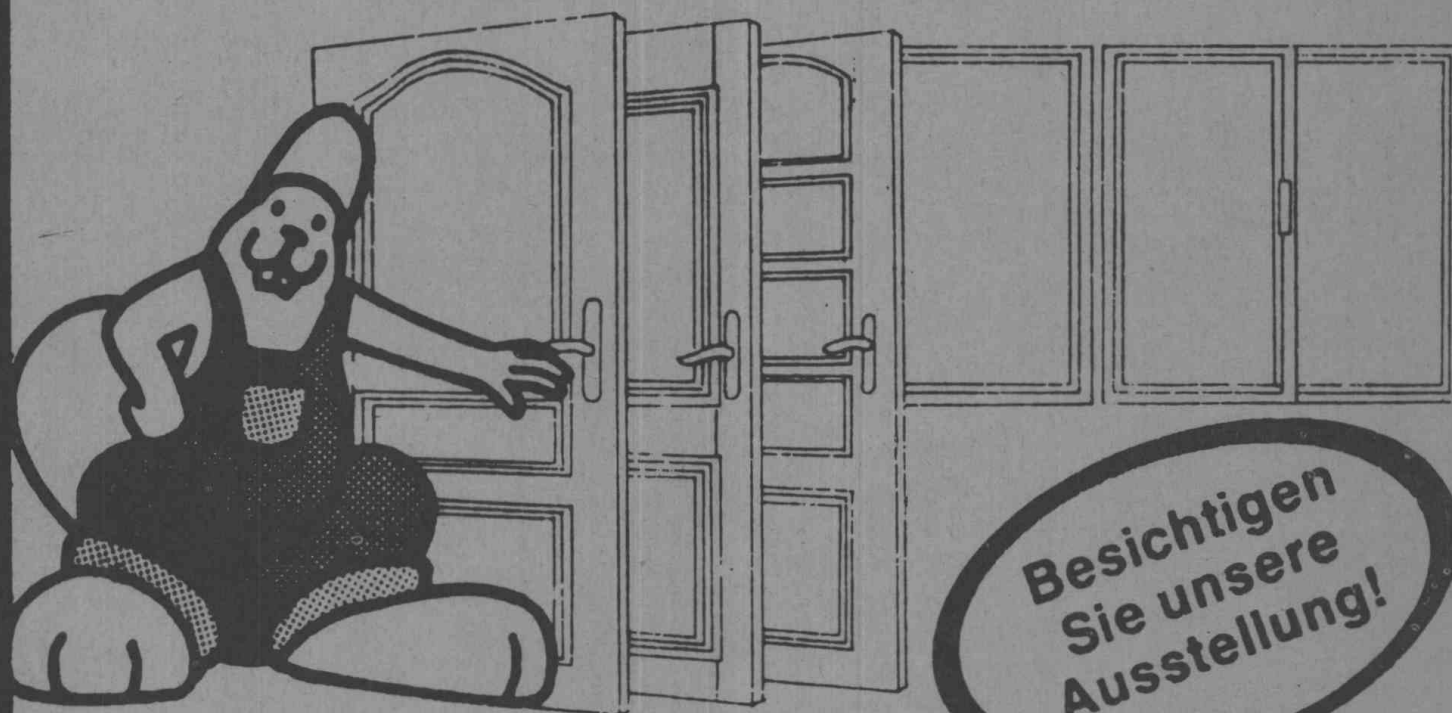
Ancienne Manufacture Impériale et Royale fondée en 1767

Luxembourg

IHR SPEZIALIST FÜR DEN INNENAUSBAU

Grosse Auswahl von:

- Edelholzpaneelen
- Friesen
- Deckenplatten
- Stültüren -
Moderne Türen
- Fertigparkett
- Haustüren
- Holztreppen
- Fenster



Besichtigen
Sie unsere
Ausstellung!

Bois Centre Hoffmann
Alzingen/Hespérange

OUVERT TOUTE LA SEMAINE
de 8-12 et de 14-18 heures

Boutique

Italianstyle

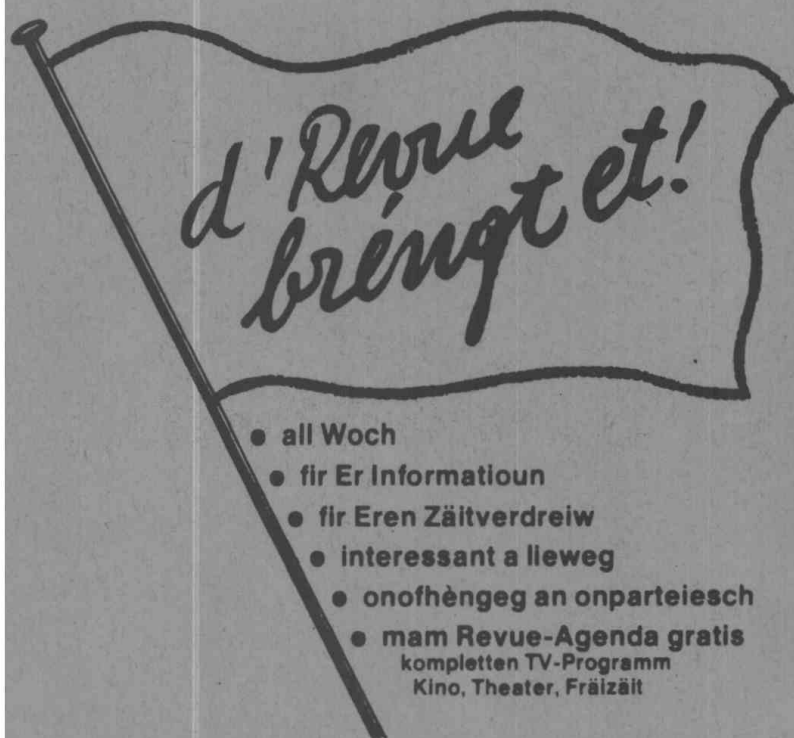


Propri. G. GRILLI-KUHN

exclusivités italiennes en prêt-à-porter féminin

ESCH-SUR-ALZETTE (Gr.-D. de LUXEMBOURG)

113, rue de l'Alzette ~ Téléphone 5 29 46



- all Woch
- fir Er Informatioun
- fir Eren Zäitverdreiw
- interessant a lleweg
- onafhengeg an onparteiesch
- mam Revue-Agenda gratis
kompletten TV-Programm
Kino, Theater, Fräizäit

REVUE

d'lëtzebuerger illustréiert

Rédaction et Service de Publicité:
Bertrange, Tél. 31 10 11

Administration et Abonnements:
40, Avenue de la Gare, Luxembourg,
Tél. 48 76 61



Nähere Informationen bei der

⚠ SECURITE ROUTIERE oder
bei einer der 50 Zweigstellen
der BANQUE INTERNATIONALE
A LUXEMBOURG.



**Die bewährten
2,8-4,5 Tonner.**



**Die neuen
6-9 Tonner.**

Partnerschaft im Dienst des Fortschritts.
M.A.N. und Volkswagen präsentieren
das Ergebnis gemeinsamen Know-hows,
die neuen 6-9 Tonner.



**Die bewährten
10-40 Tonner.**

M·A·N

Grâce aux véhicules de 6 à 9 tonnes, M.A.N. et Volkswagen sont en mesure de proposer une gamme sans faille de véhicules industriels, allant de 2,8 à 40 tonnes. Une gamme de véhicules économiques, robustes et éprouvés. Les véhicules de 2,8 à 4,5 tonnes sont fabriqués par Volkswagen. Les véhicules de 10 à 40 tonnes, viennent de chez M.A.N.

Les véhicules de 6 à 9 tonnes sont le fruit de la coopération entre M.A.N. et Volkswagen. Ces véhicules existent en version porteur, tracteur, tribenne et châssis-cabine pour carrosseries spéciales.

Ils sont équipés de moteurs 66 ou 100 kW (90 ou 136 ch) DIN. Ils sont destinés aux transports porte à porte et à la distribution; à l'industrie du bâtiment, à la livraison des boissons, etc., etc., etc.

AGENCE



Garage J.P. Scholer

succ. Charles Steinmetz-Scholer
203, rue de Neudorf - LUXEMBOURG
Téléphone 43 32 52-64

IMPORTATEUR

M·A·N

Le Centre de Réadaptation à Cap

vous propose ses produits et travaux en
menuiserie

serrurerie

reliure-cartonnage

horticulture

céramique

accepte: tous les travaux de sous-traitance

les établissements
felix
cloos

s.a.r.l.

laitier des hauts fourneaux brut et concassé
enrobés hydrocarbonés, bitumac, prosable
grave~ laitier
mélange minéral pour béton

(composé de grenailles, laitier granulé et sable; reste à ajouter ciment et eau)

sable et pierres de carrières

4280 ~ esch-sur-alzette — 60, boulevard prince henri
téléphone: 54 71 01 ~ télex: 1461

artec

**mady nicolas
6, rannerwe
8334 cap**

tél. : 3 02 96

**ouvert: lundi-jeudi (sauf pendant les
de 16 à 20 hrs, vacances scolaires)**

vente

engobes

glaçures

terres à grès

terres a faïence

équipement céramique

«Guide Pratique» des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques

En 1979, l'Association Nationale des Communautés Éducatives ensemble avec l'Association des Assistantes Sociales a édité pour la première fois un «Guide pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques». Ce guide fut vendu à plus de 2.500 exemplaires et a encouragé les éditeurs, en collaboration cette fois avec le Centre d'Information et de Placement, de le rééditer. En effet le vieux guide s'apprenait mal à une mise à jour et c'est ainsi qu'une conception entièrement différente s'imposait. Dans le nouveau guide chaque service, association ou institution, est présenté sur une fiche individuelle qui peut aisément être remplacée ou corrigée par l'utilisateur. De même il sera facile de mettre à jour le guide en réimprimant seulement les fiches dont les données ne correspondent plus à la réalité et en ajoutant les fiches des nouvelles créations. Les éditeurs ont envoyé

des questionnaires à plus de 400 services, institutions ou associations. Après le travail de rédaction, 300 fiches environ ont été retenues et forment ainsi la base du nouveau guide. Bien sûr, dès à présent tout organisme qui offre des prestations, dans le domaine social et psycho-pédagogique et qui désire figurer dans le guide peut envoyer une fiche remplie aux éditeurs qui sera alors prise en considération lors de la prochaine mise à jour. Le guide comprend les rubriques suivantes (entre autres): Placements, éducation, 3^e âge, travail loisirs et sports, médecine préventive, famille, santé, services sociaux, santé mentale, justice...

Il s'adresse surtout aux professionnels du secteur médico-social et psychopédagogique, aux enseignants, aux médecins, aux fonctionnaires et employés de l'Etat et des Communes, aux avocats, etc.

Commande

Je soussigné _____

adresse: _____

profession: _____

commande _____ exemplaires du Guide Pratique des réalisations médico-sociales et psycho-pédagogiques.

J'ai viré _____ x 800 francs au CCP 2977-67 de l'A.N.C.E.

Veillez m'envoyer une facture en _____ exemplaires. (Biffer ce qui ne convient pas)

Date _____ Signature _____

ASSOCIATION NATIONALE

DES

COMMUNAUTÉS ÉDUCATIVES

compte chèque postal: 2977-67

L-4003 B.p. 255 Esch/Alzette

PRESENTATION:

Fiches; Format DIN A 5

600 pages

Couverture: Accohide 1,7 mm rouge clair

Mécanique à 2 arceaux avec presse-papier

Intercalaires en plastique pour 10 chapitres

Imprimé par Editpress S.a.r.l.

